



Université Catholique de Louvain

École des Sciences Politiques et Sociales

**L'IMPACT DES CHANTIERS À HAUTE INTENSITÉ DE LA
MAIN-D'ŒUVRE SUR L'EMPOWERMENT DES FEMMES
RURALES AU CAP VERT**

Par Antonio Carlos Gomes

Promoteur : Sophie Charlier

Mémoire Présenté dans le cadre du

Rapporteur : Karen Gabriela Bahr

Master 120 en Sciences de la Population
et du Développement

Orientation : Développement -Spécialisé

Session de Septembre 2012

École des Sciences Politiques et Sociales – Place Montesquieu 1/5 -1348 Louvain-la-Neuve
Tel.01/47.41.27 – Fax 010/47.27.36

© Université Catholique de Louvain – PSAD – Vade Mecum Mémoire- Master 120 SPED

**À ma mère et à mon père
pour m'avoir appris à aimer**

Table des matières

| | |
|---|----|
| Remerciements..... | 5 |
| Déclaration d'Honneur..... | 6 |
| Résumé..... | 7 |
| Première Partie..... | 8 |
| 1.1. Introduction..... | 9 |
| 1.2. Question de recherche..... | 13 |
| 1.3. L'hypothèse..... | 13 |
| 1.4. Méthodologie | 14 |
| 1.5. Revue de littérature | 15 |
| 1.5.1. Les concepts utilisés..... | 15 |
| 1.5.2. Conceptualisation en lien avec le contexte institutionnel capverdien..... | 25 |
| 1.5.2.1. L' « <i>empoderamento</i> » dans les institutions capverdiennes | 26 |
| 1.5.2.2. Le contexte de la pauvreté capverdienne : lien genre et pauvreté..... | 28 |
| 1.5.3. Les Chantiers à haute intensité de la main-d'œuvre : Faimo | 31 |
| 1.6. Conclusion pour la première partie : Le cadre conceptuel..... | 33 |
| Deuxième Partie : Observations de Terrain | 35 |
| 2.1. Introduction..... | 36 |
| 2.2. Méthodologie pour la réalisation des enquêtes | 37 |
| 2.3. Présentation des villages d'Achada Costa et de Levada | 38 |
| 2.4. Reconceptualisation d'empowerment en lien avec les acteurs présents aux villages | 40 |
| 2.4.1. Les ONG et activistes féministes | 40 |
| 2.4.2 Les villageoises : dirigeantes des associations locales..... | 43 |
| 2.4.3 Contrôle des moyens économiques et formation | 44 |
| 2.4.4. Solidarité féminine aux villages..... | 46 |
| 2.5. Reconstruction de la grille d'analyse à partir de la réalité capverdienne..... | 49 |
| 2.6. Conclusion de la deuxième partie | 51 |
| Troisième Partie : analyse..... | 53 |
| 3. Les notions de Pouvoir, Egalité et Droit chez les femmes d'Achada Costa et de Levada | 54 |
| 3.1. La notion de Pouvoir..... | 55 |
| 3.2. La notion d'Égalité | 60 |
| 3.3. La notion de Droit..... | 62 |
| 3.4. Destins croisés, parcours de vie | 64 |

| | |
|---|-----|
| 3.5 Sources et processus d' « empowerment » à Achada Costa et Levada..... | 66 |
| 3.5.1. Les Chantiers à haute intensité de main d'œuvre : Les Faimo..... | 67 |
| 3.5.2. Les activités commerciales et agricoles | 71 |
| 3.5.3 L'Association Communautaire du Développement | 73 |
| 3.6 Pouvoir de négociation et rapports hiérarchiques | 75 |
| 3.7. La revalorisation de soi ou le « pouvoir intérieur » | 77 |
| 3.8. Contrôler ses revenus et ses biens ou le « pouvoir de »..... | 79 |
| 3.9. Participer aux actions collectives ou le « pouvoir avec » | 80 |
| 3.10. Discussion des hypothèses à partir de l'analyse des enquêtes de terrain | 83 |
| 3.11 Le schéma causal | 86 |
| Conclusion Générale..... | 88 |
| Bibliographie..... | 91 |
| ANNEXES..... | 94 |
| Questionnaire destiné aux ONG et à l'Institut d'Égalité et Equité de Genre..... | 95 |
| Questionnaire destiné aux hommes membres des associations communautaires | 98 |
| Grille d'entretien destinée aux femmes | 100 |
| Des Images Illustratives..... | 102 |

Table des tableaux

| | |
|--|----|
| Tableau 1 : Distribution des familles selon le sexe du chef du ménage..... | 11 |
| Tableau 2 : Évolution du taux de chômage selon le sexe | 30 |
| Tableau 3 : Évolution du chômage selon le sexe et le niveau d'éducation (2006-2008) | 30 |
| Tableau 4 : Données socio- démographiques d'Achada Costa et de Levada..... | 39 |
| Tableau 5: Répartition des interviewées selon leur déclaration du mode de contrôle du revenu du ménage | 59 |
| Tableau 6 : Situation socio-professionnelle des interviewées après la suspension des Faimo | 71 |
| Tableau 7: Nombre des interviewées qui déclarent avoir appris un métier dans les Faimo | 71 |
| Tableau 8 : Fonction de direction dans les Associations Communautaire du Développement selon catégorie (%) | 75 |

Remerciements

Je voudrais tout d'abord présenter ma gratitude et ma reconnaissance aux femmes des Villages d'Achada Costa et de Levada pour leur amabilité et leur soutien durant mes séjours dans leurs communautés, en particulier à Maria Baessa, Présidente de leur Association du Développement Communautaire (AMO-Bom), et à Nha Dunda et Luzia qui m'ont présenté à d'autres femmes, rendant ainsi possible la réalisation du travail de terrain. Je tiens également à remercier la Commune de São Lourenço dos Orgãos pour son soutien logistique notamment dans le transport.

Aux organisations de promotion des femmes, OMCV, VerdeFam e Morabi, j'adresse également toute ma gratitude pour leur soutien, leurs suggestions et commentaires, notamment en ce qui concerne mes questionnaires. Ma gratitude aussi à l'Institut Capverdien d'Equité et d'Egalité de Genre, particulièrement à Madame Rosabal, pour ses critiques et suggestions.

À la professeur de français de l'Institut Saint-Boniface d'Ixelles, madame Anne-Catherine Defraigne, toute ma gratitude pour sa relecture de mon travail, suggestions et corrections apportées.

À ma promotrice, la Professeur madame Sophie Charlier, toute ma gratitude et ma reconnaissance pour sa patience et ses efforts pour me mettre sur le bon chemin et pour m'avoir enseigné à prendre la distance nécessaire à une bonne lecture et analyse du résultat du travail empirique.

Enfin, une gratitude et une reconnaissance très spéciale à Nathalie et à nos deux cadeaux du Ciel, Basil et Jonas, pour leur amour, leur patience et leurs encouragements.

À vous tous, un grand merci !

Antonio Carlos Gomes

Déclaration d'Honneur

Je déclare sur l'honneur que ce mémoire est fruit d'un travail personnel - recherche, analyse et écriture – sans recours à une assistance extérieure illégale et que, de ce fait, n'est pas une copie d'un travail précédemment soumis à d'autres institutions pour évaluation ou à des fins professionnelles. Par conséquent, le contenu de ce mémoire n'a pas été publié auparavant. En outre, je déclare que les idées empruntées dans les ouvrages ainsi que celles exprimées par les interviewées sont dûment référencées en respect des normes et méthodes apprises et en vigueur dans cette université.

Antonio Carlos Gomes

Résumé

Mot clés : Femme, chantiers (Faimo), association communautaire, empowerment, pouvoir, égalité et famille.

Les Chantiers à haute intensité de la main d'œuvre (Faimo) donnent la possibilité aux femmes des Villages d'Achada Costa et Levada l'opportunité de se rencontrer en dehors des espaces traditionnels (funérailles, messe, baptême etc.). Ces rencontres facilitent l'établissement des liens sociaux et d'amitié qui aboutissent à une certaine complicité et à la réalisation de projets communs.

Le revenu et l'apprentissage d'un métier que les Faimo procurent aux femmes ouvrent à celles-ci la voie menant à un « *empowerment* » économique (synonyme d'autonomie financière et économique) et social en leur permettant un certain contrôle de ses ressources et l'accès à une forme de savoir professionnel. Nous sommes ainsi devant un cas de 'pouvoir de' qui renvoie aux capacités intellectuelles (la connaissance objective, le savoir) et émotionnelles (savoir-être), mais aussi économiques (avoir) : avoir l'accès et le contrôle des moyens de production et des bénéfices » (Charlier : 2011). De telles acquisitions sont sources d'une plus grande estime de soi et confiance en soi qui mènent à l'action et donc d'un 'pouvoir intérieur' qui « renvoie à la [capacité individuelle d'analyser et d'influencer] sa vie et de proposer des changements » (Charlier : 2011).

L'association du développement communautaire est l'espace où les femmes affirment leur pouvoir social et politique en s'appuyant sur une solidarité et complicité intelligentes. Grâce à la solidarité entre elles, les femmes contrôlent l'association locale et parviennent à « négocier » et à faire valoir leur vision des priorités pour leur village et ainsi influencer le processus de son développement. Nous sommes, dans ce contexte, face à un cas de 'pouvoir avec', (pouvoir social et politique, [qui] met en évidence la notion de solidarité, la capacité de s'organiser pour négocier et pour défendre un objectif commun) (Charlier 2011) même si la solidarité entre les femmes suscite une certaine méfiance et résistance des hommes.

Première Partie

1.1. Introduction

Le choix des travaux à haute intensité de main-d'œuvre (Faimo) comme épicerie des mesures préventives contre la famine en milieu rural bouleverse les rapports sociaux et hiérarchiques. Les figures de superviseur (Capataz) et d'auxiliaire de superviseur (Controlador) ont, en quelque sorte, pouvoir de vie et de mort sur les gens puisqu'elles sont investies de la capacité à inscrire ou désinscrire un individu dans le rôle de travailleur, d'approuver ou de rejeter le résultat de son travail, et, plus que tout, de le sanctionner, ce qui engendre des conséquences non seulement dans la vie de ce travailleur mais aussi dans celle de tous ceux qui dépendent de son salaire pour leur survie.

Ainsi s'est déplacée, vers le superviseur et son auxiliaire, une certaine forme de pouvoir que possédaient le prêtre, l'instituteur, l'infirmier ou l'agent administratif. Pouvoir décuplé, dans un tel contexte de pauvreté, voire de famine.

Ma recherche ne porte cependant pas sur le changement de ces rapports hiérarchiques. Il se fait qu'en garantissant à la femme un emploi à l'extérieur, la possibilité de l'apprentissage d'un métier et, pas la moindre de toutes, l'occasion de rencontrer d'autres femmes avec qui elle tisse des liens sociaux, les travaux à haute intensité de main d'œuvre (Faimo) en milieu rural ont également bouleversé les rapports de pouvoir entre hommes et femmes, et c'est cet aspect-là que j'ai choisi pour objet d'investigation pour ce mémoire.

Des liens ainsi établis sur le chantier vont graduellement faciliter le dialogue, une discussion, enfin, des échanges sur des problèmes du quotidien et la recherche de leur solution respective. Prenons pour exemple le village d'Achada Costa, -un des villages où j'ai réalisé mes travaux de terrain- où les femmes, réunies sur un chantier, discutant de façon informelle, ont un jour pris la décision collective de créer une route acceptant chacune de céder, pour y parvenir, une partie de leur parcelle de terre agricole personnelle. Elles décident elles-mêmes de l'endroit du tracé et parviennent à obtenir l'adhésion des autres femmes de leur communauté. Jadis inaccessible autrement que par des sentiers, Achada Costa se trouve sur une colline d'une inclinaison tournant autour des 15% selon un topographe que j'ai rencontré occasionnellement dans l'environ.

Autant dire que le transport des malades et des femmes sur le point d'accoucher était périlleux : sur une chaise ou une « jangada »¹ portée à dos d'hommes.

Ainsi, Faimo (Chantier à haute intensité de la main-d'œuvre) est devenu un espace informel de réflexion et d'échanges quotidiens sur tous les sujets et les défis de la vie des habitants d'Achada Costa, par les habitants eux-mêmes, à commencer par les femmes, sous l'impulsion desquelles s'est créée une association de paysans, transformée avec le temps en association communautaire de développement.

La construction de la route a été inscrite dans les activités des Faimo. Désormais, le transport de cargaisons en bois, eau, produits agricoles, matériaux de construction, par exemple, a pu se faire par voiture plutôt qu'à pied et sur la tête, et en quantité réduite. Les femmes ont ainsi dégagé du temps de travail de celui de leurs tâches ménagères, elles ont réussi à convaincre la Municipalité de s'engager à fournir, par camion, le village en eau.

La conjugaison route + revenu a élargi leur horizon: elles se sont investies dans le commerce avec la ville de Praia, capitale du pays, tissant de nouveaux liens sociaux avec leurs revendeuses et augmentant leurs revenus.

Ces gains économiques et financiers ne sont pas perçus par les femmes comme un "*empoderamento*" personnel : une augmentation de leur pouvoir personnel au sein de la famille ou de celui de leur propre personne, mais bien comme une possibilité d'émancipation de la famille : par cette amélioration économique, leur propre famille éloigne le spectre de la famine et le risque de s'endetter auprès d'autres familles. Il en résulte que la notion de pouvoir est définie en fonction de ces paramètres. Ainsi, la source principale de l'auto-confiance et de l'estime de soi se trouve dans la capacité d'une femme à protéger sa maison de la précarité et de la dette. Cette valeur reste au cœur des préoccupations des femmes rencontrées.

C'est dans la mesure où elle réussit ou non cette protection que le « statut » d'une femme capable de « tenir sa maison » lui est attribué. Le prestige et le respect que ce statut engendre à la famille est motif de fierté et d'incrément de l'estime de soi et de confiance en soi de la femme. Sur l'Ile de Santiago, l'image de la famille est liée à celle

¹ Lit fait à base de bambou jadis très utilisé dans le transport des malades, des femmes enceintes et dans les funérailles.

de la mère. Les données du recensement de la population de 2010 à Santiago montrent, une fois encore, que ce sont les femmes qui dirigent les ménages. (Voir tableau ci-dessous). Il est certain que l'immigration et la déresponsabilisation des hommes expliquent en partie ce que le tableau montre, mais, dans le cas particulier des villages d'Achada Costa et de Levada, ce sont vraiment les initiatives des femmes, et leur rôle dans leur foyer qui explique les chiffres.

Tableau 1 : Distribution des familles selon le sexe du chef du ménage

| Municipalité | Masculin % | Féminin % |
|----------------------------|------------|-----------|
| Calheta | 42,6 | 57,4 |
| Santa Cruz | 42,4 | 57,6 |
| Santa Catarina | 43,6 | 56,4 |
| São Domingos | 50,1 | 49,9 |
| São Lourenço Orgãos | 49,8 | 50,2 |
| Praia | 51,7 | 48,3 |
| Ribeira Grande de Santiago | 45,6 | 54,4 |
| São Salvador do Mundo | 45,7 | 54,3 |
| Tarrafal | 37,3 | 62,7 |

Cette préoccupation de la femme à se prémunir contre la précarité implique un investissement de chaque membre de la famille. La notion d'égalité et de travail en découle. En effet, au sein de la famille, il n'y a pas de répartition des tâches mais de la distribution du « devoir » car « travailler » implique un salaire. Et on est égal si chacun accomplit son devoir. De ce fait, une certaine complémentarité homme/femme oriente la relation entre les conjoints et le pouvoir est perçu dans une perspective collective.

Cependant, ceci n'évacue pas toujours certains jeux de pouvoir entre homme/femme au sein de la famille, ou d'un espace collectif du village, comme l'association, par exemple. Mais, souvent, les femmes transfèrent stratégiquement ce type de dispute vers l'association communautaire de développement, où elles se sentent protégées et plus fortes grâce à la solidarité féminine. Cette stratégie a l'avantage d'éviter la confrontation directe avec le mari et de préserver à la femme son statut d'épouse «qui est capable de tenir sa maison» puisque ce concept suppose aussi de garder son mari et ses enfants au sein du foyer.

Les ONG et institutions publiques conçoivent l'« *empoderamento* » comme étant « *empoderamento económico* » compris comme l'acquisition d'une autonomie financière et économique dans le cadre de la lutte contre la pauvreté (voir chapitre 1.5.2). Une reconceptualisation d'*empowerment* en fonction des acteurs présents aux villages, chapitre 2.4, met en évidence le décalage entre ce que les institutions nationales proposent et les attentes des villageoises en termes d'« *empoderamento* ». En outre, cette reconceptualisation permet de reconstruire, à partir du modèle proposé par Charlier (2006) portant sur les dimensions de l' "*empowerment*", une nouvelle grille, chapitre 2.5, en fonction de la conception locale de l'« *empowerment* ».

Ensuite, j'analyserai au chapitre 3 les notions villageoises de pouvoir, d'égalité et de droit ainsi que les impacts provoqués par les Chantiers à haute intensité de main d'œuvre, par le commerce et par l'association locale sur les rapports de pouvoir homme/femme dans les Villages d'Achada Costa et de Levada.

Par ailleurs, je m'appuierai sur l'approche du « *local feminism* » (Degrave :2011) (vision partant d'un ancrage local et s'inspirant des pratiques et de la lecture des acteurs locaux pour concevoir le développement) et sur les travaux de Charlier effectués en 2006, en Bolivie, pour mieux cerner l'ancrage local du processus d' "*empowerment*" des femmes dans les deux villages observés au Cap Vert, et, surtout, pour mieux cerner le rôle des associations et groupements de femmes dans ce processus. (chapitres 2.4.4 et 3.5.3). Je terminerai par une discussion des hypothèses (3.10) suivie d'une conclusion.

1.2. Question de recherche

C'est pourquoi, dans le cadre de ce mémoire, j'ai cherché à vérifier si, effectivement, il existe un lien entre Chantiers à haute intensité de la main-d'œuvre et empowerment des femmes du milieu rural de l'Île de Santiago au Cap Vert.

J'ai posé les questions suivantes :

- a. *Quel rôle les Chantiers à haute intensité de main-d'oeuvre (Faimp) ont-ils joué dans le processus d'empowerment et d'autonomie des femmes en milieu rural dans l'Île de Santiago?*
- b. *De quelle(s) façon(s) et dans quelle mesure la réussite économique des femmes a-t-elle affecté la distribution des rôles au sein de la famille et de la communauté?*

1.3. L'hypothèse

Pour établir des liens entre ce processus d'« empowerment » et les chantiers à haute intensité de la main-d'œuvre, j'ai formulé les hypothèses suivantes :

- a₁. *Les Chantiers à haute intensité de main-d'œuvre furent déterminants tant dans l'« empowerment » que dans l'affirmation des femmes rurales et péri-urbaines de l'Île de Santiago*
- b₁. *Le commerce rendu possible grâce à ces Chantiers a modifié le jeu du pouvoir au sein de la famille et a permis aux femmes d'avoir une reconnaissance dans leur communauté.*

1.4. Méthodologie

Pour confronter mes hypothèses à la réalité, j'ai effectué une recherche de terrain dans les villages de Achada Costa et de Levada. Mon choix s'est porté sur eux vu leur dynamisme et leur spécificité, ces deux villages étant finalement unis dans une seule association de développement communautaire qui les représente, ceci à l'initiative des femmes.

Afin de mener correctement le travail de terrain, j'ai construit deux questionnaires, le premier pour les entretiens dans les villages et le second pour les entretiens avec les cadres des institutions nationales.

Ces entretiens sont qualitatifs et ouverts. En effet, gardant le questionnaire préétabli comme guide, je suis néanmoins resté ouvert à d'autres propositions et interventions. Dans les villages, j'ai interrogé 25 femmes, toutes membres actives ou même dirigeantes de l'association communautaire, et 4 hommes. Parmi ces 25 femmes, deux m'ont ouvert leur cœur au point de raconter leurs parcours de vie. Ces entretiens ont également été effectués avec la Présidente de l'Organisation des Femmes du Cap Vert (OMCV) ainsi qu'avec les directrices de son département du microcrédit et du cabinet d'orientation et d'insertion professionnelle des femmes.

J'ai pu, en outre, bénéficier d'entretiens tant avec la directrice exécutive de l'ONG de promotion de la santé reproductive de la femme, Verdefam, qu'avec le directeur exécutif de la plate-forme des ONG du Cap Vert. Des entretiens ont également été menés avec la représentante de Renaissance Africaine-Association des Femmes (RAMAO) au Cap Vert ainsi qu'avec l'assistant du programme, un expert et une cadre de l'Institut pour l'Egalité et l'Equité des Genres.

Finalement, afin d'acquérir une vision plus globale du processus d'« empowerment » des femmes en milieu rural, j'ai également effectué des collectes des données statistiques disponibles.

Dans la deuxième partie, j'effectue une reconceptualisation d'« empowerment » en lien avec les acteurs présents aux villages et, en m'inspirant du modèle proposé par Charlier en 2006, je reconstruis une grille d'analyse des résultats empiriques. En outre, j'ai

effectué une revue de littérature afin de délimiter et préciser approches et concepts les mieux appropriés au vécu des femmes des villages d'Achada Costa et de Levada.

1.5. Revue de littérature

Dans ce chapitre, je décris l'évolution des courants des pensées concernant le rapport du pouvoir homme/femme et la prise en compte de ce rapport dans le développement. Je prétends identifier l'approche plus adaptée au vécu des femmes des villages étudiés ainsi qu'à la situation constatée sur le terrain.

1.5.1. Les concepts utilisés

a. Historique de l'intégration du genre dans le développement

Dans la « Femme face au développement économique, 1983 », Ester Boserup met en évidence les mutations sociales -statut et condition de la femme- provoquées par le processus de modernisation de l'agriculture dans les pays du Sud. Selon Degrave (2011 :65), Boserup s'attache particulièrement aux changements survenus dans la répartition des tâches entre hommes et femmes et soulève la question du droit. En effet, d'après Degrave (2011 : 65), Boserup démontre comment la modernisation ignore et porte préjudice aux femmes par l'adoption de nouveaux procédés agricoles, par l'attitude du pouvoir colonial à discuter exclusivement avec les hommes et, la non prise en considération de l'importance du travail des femmes dans l'agriculture par des décideurs politiques.

Dans les années 1980, ces idées sont reprises et retravaillées donnant ainsi naissance à un nouveau courant « Woman in Development » (WID) regroupant « les différentes théories qui se préoccupent du processus d'infériorisation des femmes dans les pays du Sud » (Degrave 2011:67). WID réfute l'analyse que les théoriciens de la modernisation font du rôle de la femme en emphasiant que celui-ci ne se limite pas à la fonction reproductive et à la passivité présumée conduisant à la dépendance. (Sharma : 2008 :4). Au contraire, les théoriciens de WID arguent que « la femme est une actrice économique efficiente et rationnelle dont le potentiel doit être utilisé pour la croissance

économique » (Sharma :2008 :5) en soulignant la capacité et la productivité de la femme.

Malgré le fait que WID a mis en lumière l'impact des politiques de modernisation sur les femmes, cette approche fut objet de critique notamment parce qu'elle ne représente pas « *in fine* » une rupture avec le modèle de modernisation (Sharma 2008:5) et, surtout, qu'elle « considère les femmes plutôt comme victimes des politiques du développement que « d'un rapport de domination complexe au sein de la société d'origine » (Degrave 2011:69). En effet, d'après Degrave (2011 :70), l'approche WID n'apporte pas une réflexion sur « l'importance des rapports de pouvoir entre hommes et femmes dans les structures de production et d'échange. »

Ces remises en question marquent une rupture et donnent naissance à un nouveau courant : « Gender and Development » (Sharma 2008:5 ; Degrave 2011:69). Cette nouvelle approche « genre » conduit les féministes et les théoriciens à se concentrer sur « la construction sociale des sexes masculins et féminins au profit d'une plus grande intelligibilité des rapports entre les sexes et donc des mécanismes qui font et défont la domination ou [...] de la façon dont ces rapports façonnent les institutions » (Degrave 2011:70). En citant Naila Kabeer, Degrave (2011 :70) signale que l'approche « genre » rompt avec la pratique d'analyser les besoins des femmes en fonction de celles de la famille sans s'occuper du « problème de la distribution des ressources intra ou interfamiliales. »

En faisant une articulation entre genre et pauvreté et en se référant au processus de féminisation de la pauvreté, Degrave (2011 :72) souligne que les théoriciens de l'approche genre déplorent le fait que la pauvreté ne soit pas prise comme étant « gendered experience » mais plutôt l'idée que les pauvres sont essentiellement des femmes. Et, Degrave (2011 :72) explique que, dans ce cas, « ... le recours au genre permet d'introduire, dans le langage sur le développement, l'idée de subordination des femmes sans l'associer toutefois à un problème de dépossession active par le groupe masculin. »

b. *Le local feminism*

Cependant, bien qu'il existe une prédominance des courants WIN et GAD dans le cercle du développement, ces courants ne peuvent représenter à eux seuls la pensée féministe « sur le développement économique et les femmes dans le contexte du Sud » (Degrave 2011:74). Par conséquent, plusieurs auteur(e)s du Sud considèrent qu'« une meilleure connaissance de la situation différenciée des femmes dans le Sud [ainsi que] la mise en lumière de leur participation à des mouvements collectifs locaux » (Degrave 2011 : 75) constituent de principaux défis et enjeux dans la reformulation/redéfinition du développement. C'est ce que F. Degrave appellera le *local feminism* (voir ci-dessous) !

Cette « nouvelle » vision bien ancrée dans l'histoire locale et nationale s'appuie sur les pratiques et les discours des mouvements sociaux pour apporter un nouveau cadre de référence pour concevoir le développement à partir de « l'intérieur. » (idem). Elle montre comment les femmes, tout en respectant leur culture, vont graduellement apporter un nouveau sens aux actes et aux figures traditionnelles afin de « briser le rôle de cette même tradition dans la reproduction du mécanisme de leur oppression » (Degrave 2011:77).

Cet ancrage local n'implique en aucun cas une indifférence pour ce qui se passe ailleurs dans le Nord. D'autant plus que certaines mutations observées dans le Sud ont été encouragées par le Nord et / ou se sont inspirées de ce qui se faisait dans le Nord. (Degrave 2011: 76)

Plusieurs auteur(e)s défenseurs du *local feminism* s'élèvent contre le risque d'harmonisation de la situation des femmes et de son réductionnisme à « l'oppression et la souffrance » que le concept de « *sisterhood* » ou « *sororité* » peut conduire plus qu'un. Pour ces auteur(e)s « le problème est de se rendre compte qu'il ne peut pas y avoir une définition unique et uniforme du féminisme pas plus que de la subordination et, surtout qu'il est plus utile de chercher à comprendre comment les femmes construisent leur capacité d'action que de savoir si elles se perçoivent comme opprimées. » (Degrave 2011 : 78).

Dans cette perspective, les mouvements des femmes doivent être perçus à partir des défis locaux et des réponses qu'ils apportent à chacun d'eux. Et, ces défis ne sont pas

nécessairement définis « en termes de domination des hommes sur les femmes mais ils correspondent à des problèmes historiques qui ‘font’ le développement » (Degrave 2011:78)

Ainsi, le « *local feminism* » en s’appropriant des thèmes que « la modernisation a abandonnés [notamment] les pratiques visant à entretenir un sentiment d’appartenance communautaire ...pousse le raisonnement sur le développement au-delà de la présence des femmes dans l’économie capitaliste, et affirme l’intérêt de creuser leurs pratiques et leur enracinement historique » (Degrave 2011: 78)

De ce fait, d’après Degrave, (2011 :79) « le *local feminism* doit être [compris] comme une approche des sociétés de la périphérie qui se distingue, à la fois méthodologiquement et épistémologiquement, des conceptions ‘femmes et développement’.... [Car] l’enjeu est d’attirer l’attention sur le caractère ancré, local des mouvements et de présenter les points de vue des femmes du Sud sur les problèmes de leur société et la façon dont elles ont structuré leur action en rapport avec la manière dont elles perçoivent ces problèmes.» (Degrave 2011:78). Par conséquent, le *local feminism* réfute toute tentative de réduire les femmes du Sud à « victimes pauvres et opprimées »(Degrave 2011: 79).

C’est donc au niveau « des pratiques comme expression propres d’un territoire de vie et celui des concepts employés pour les analyser » que le *local feminism* remet en question la pensée ‘femmes et développement’ » (Degrave 2011:80). C’est ainsi que l’on soulève la question sur « la pertinence de la transposition [dans les pays du Sud] de l’expression ‘division sociale du travail » (idem)

En nous rappelant les effets des « transformations engendrées par la mondialisation », Degrave (idem) atteste que « le *local feminism* offre des pistes pour une reconstruction du rapport entre femmes et développement » et nous met en garde contre l’opposition systématique –moderne/traditionnel, public/privé, territoire/modernisation- (la polarisation) en soulignant qu’« avec le *local feminism* il ne s’agit pas d’opposer ‘territoire’ à ‘modernisation’ mais plutôt d’éviter de faire disparaître, dans l’analyse du développement, les conditions très locales de la reproduction d’un territoire de vie » et le rôle économique, social et politique qu’y jouent les femmes » (Degrave 2011:82).

c. Passage au concept d'empowerment

Le décalage entre le discours dominant sur l'« empowerment » et sur l'« égalité » et la compréhension que les femmes en ont, ainsi que les priorités qu'elles leur accordent sont perceptibles dans la définition même que les femmes d'une communauté indienne ont donné aux chercheurs : « capacité à régler les problèmes, à gérer la souffrance, à se débrouiller seule en cas d'abandon, à saisir les opportunités...etc. » (Guérin & Kumar 2011:134). Quel pouvoir ? Demandent-elles. Car « une femme qui domine fait peur [et] un homme qui n'a pas de pouvoir suscite moqueries, mais aussi mépris et dédain » (Guérin & Kumar 2011:135). Dans ce contexte, les femmes « refusent »² donc le pouvoir pour ne pas nuire la réputation de leur mari vu que « si les hommes n'ont pas le contrôle, nous ne sommes pas considérées » (idem). Or, la réputation de leur mari, c'est aussi la leur, disent-elles (idem). Dans ce cas particulier de la réalité indienne, plus que l'empowerment, ce sont le statut et le respect de la famille qui jouissent d'une certaine priorité.

D'après Degrave, l'approche « genre » incorpore le concept « *empowerment* » émanant des mouvements des femmes du Sud revendiquant l'« *empowerment* » « comme objectif de leur participation au projet de développement » (Degrave 2011:70). Ce concept est né « du besoin d'entendre les femmes dont la voix était considérée comme écrasée dans les projets du développement issus de l'approche WID. » (Idem). Cependant, « la définition souvent proposée véhicule implicitement une norme très occidentale : la recherche d'un idéal de femme autonome à l'égard de son époux et de sa communauté » (Guérin & Kumar 2011:133).

Actuellement, le postulat selon lequel le salariat et, d'une façon plus globale, le revenu se traduit par l'*empowerment* de la femme oriente la plupart des ONG qui mettent en place projets ou programmes de microcrédit et / ou de formation professionnelle destinés aux femmes. En effet, la majorité des institutions publiques ou privées ayant des femmes pour groupe cible pensent que « l'autonomie financière [donne] aux femmes la possibilité de gagner en pouvoir au sein de leur couple et de choisir librement la vie qu'elles souhaitent mener » (Prévost 2011:34)

² Ou impose une limite à l'empowerment. C'est ce qui découle de la comparaison qu'une d'entre elles fait entre l'homme et l'élastique : « Il est possible de s'éloigner, mais plus on s'éloigne, plus le retour est rapide, violent et douloureux. Si on tire trop sur l'élastique soit il se casse- et là c'est le drame- soit il se distend...((Guérin & Kumar :137)

Cette stratégie ne reçoit pas toujours le soutien des féministes et des mouvements des femmes. En effet, d'après Guérin & Kumar (2011 :129) celles-ci réclament une « révision des droits de propriété et la mise en place de mesures de protection sociale pour les femmes » plutôt qu'un soutien à l'auto-emploi ou l'accès au microcrédit. En outre, Guérin et Kumar démontrent que les femmes peuvent stratégiquement abdiquer du droit de contrôle du crédit et du revenu en faveur de leur mari et ou de la belle famille « afin de pouvoir négocier plus facilement le temps qu'elles passent dans les actions collectives.» (Guérin & Kumar 2011:139)

À ce propos, Magdalena Léon argue que c'est le titre de la propriété qui détermine, plus que l'accès aux ressources, la capacité des femmes à négocier et à se positionner dans l'arène. En effet, nous dit Magdalena Léon, « la propriété, que ce soit celle de la terre, du logement ou autre, accroît le pouvoir de négociation de la femme non seulement au sein du ménage, mais aussi potentiellement dans la communauté et dans la société. » (Léon :2003 : 36). Dans ce sens, en citant Agarwal et, tout en soulignant l'importance de l'emploi, Léon (2003) considère que « la propriété de la terre [par exemple] apporte plus que ce que peut fournir un emploi y compris une base plus solide pour la participation sociale et politique ».

Par conséquent, Magdalena Léon défend l'idée que « l'exercice du droit à la propriété étant un élément privilégié du pouvoir de négociation est un facteur central du processus de renforcement du pouvoir des femmes » (Léon 2003: 36) car, selon Léon « la propriété et le contrôle des biens économiques, l'accès à l'emploi et à d'autres modalités de revenus, à des ressources communautaires, aux systèmes traditionnels de soutien social extérieur [et] à l'appui de l'Etat et des ONG » (Léon 2003:35) augmentent la capacité de négociation de la femme au sein du ménage dans la mesure où ils consolident sa position de repli. (Léon 2003: 35).

D'après Kabeer, l'*empowerment* des femmes peut se faire à travers l'accès aux ressources économiques, sociales et politiques car ces ressources ainsi que la participation dans le processus de décision augmentent la capacité d'action des femmes (Kabeer: 2005:12). En effet, pour Kabeer, les ressources, la capacité d'action et les résultats sont indivisibles car les premiers améliorent la capacité d'action et celle-ci a des implications sur la qualité du résultat (Kabeer 2005: 172).

En outre, en soulignant l'importance du pouvoir public dans le processus d'*empowerment* des femmes et dans la réduction des inégalités de genre, Kabeer propose que l'on mette en évidence les synergies éventuelles entre les objectifs féministes et les prérogatives gouvernementales afin de faciliter la prise en compte « des droits des femmes dans les politiques du développement » (Kabeer : 2003 : 253, 1999 :1).

Sur la base de ce constat, elle considère que la question d'*empowerment* des femmes doit être traitée conjointement avec celle d'égalité entre les sexes en mettant l'accent sur l'effet multiplicateur ou les rebondissements d'une politique qui promeut l'*empowerment* des femmes sur la santé des enfants, le bien-être familial, la fertilité ainsi que sur la flexibilisation de l'offre de la main d'œuvre. (Kabeer 1999: 1). Il s'agit ici, selon Prévost, d'une vision de l'*empowerment* vue « comme le moyen de réaliser des objectifs plus vaste qui dépassent la simple condition féminine... En effet, les actions des femmes [se traduisent] en une amélioration du bien-être de leur famille [notamment] de la santé et l'éducation des enfants : santé et éducation qui sont supposées améliorer la croissance économique.» (Prévost 2011:34)

Finalement, toute en reconnaissant l'importance de l'emploi et de l'auto-emploi pour l'*empowerment* des femmes, Kabeer souligne que l'emploi rémunéré peut représenter une surcharge de travail car, dans la plupart des cas, le travail domestique, notamment, « le soin des enfants n'est jamais renégocié entre les sexes » (Kabeer :1999 : 20). À ce propos, Charlier (2011 :171-172) en évaluant les effets de la participation des femmes dans les structures collectives sur l'*empoderamiento*', atteste que «la nouvelle répartition des rôles, loin d'être acquise, existe encore trop souvent uniquement dans le champ des consciences » et démontre combien est-il important « que le conjoint puisse prendre des responsabilités au sein du ménage » afin de permettre les femmes d'assumer des postes à responsabilités.

C'est en partant de cet ancrage local que Charlier , sur base d'une étude sur le terrain en Bolivie, analyse le mécanisme et le processus à travers lesquels les hommes et les femmes d'une communauté bolivienne s'organisent «pour améliorer leur vie quotidienne et répondre à des besoins de base économiques et sociaux (Charlier :2011 :156), afin de comprendre comment les conditions historiques et culturelles ont conditionné l'évolution du rapport de genre. Autrement dit, comment

expliquer les changements au fil du temps de l'autonomie et de la participation des femmes andines.

Pour comprendre une telle évolution il faudra « placer le cadre d'analyse dans la réalité culturelle locale et prendre en considération les principes à la base de la cosmovision andine tels que 'l'échange, la 'réciprocité et la 'complémentarité' » (Charlier : 2006 : 80-81 ; 2011 :157)

Dans la société andine, l'homme et la femme sont perçus comme complémentaire. Cependant, cette complémentarité est de l'ordre du symbolique car « il existe au sein du couple, des rapports hiérarchiques de domination en faveur des hommes » (Charlier :2006 : 81 ; 2011 :158). En effet, plusieurs auteurs expliquent comment au fil du temps les femmes boliviennes ont progressivement perdu leur autonomie économique et sociale. (idem). Ainsi, pour certains de ces auteur(e)s, le principe de complémentarité homme/femme est un mythe car le rapport entre les deux sexes est hiérarchisé et inégal dans la mesure où il n'est pas 'équitable'. (Charlier : 2011:159)

Cette perception de la complémentarité influence la composition des structures de l'économie populaire et ou solidaire qui « peuvent être [composées] uniquement de femmes ou mixtes. [Cette mixité représente] tantôt une certaine ouverture concernant la participation des femmes et l'évolution du rapport de genre, tantôt un frein justifié par la culture » (Charlier 2011:160) et qui se traduit par une présence sans pouvoir. (idem)

En effet, « au sein des instances collectives mixtes, les femmes se plaignent de manque d'espace de participation et de possibilités de s'exprimer...[Ce sont cependant,] les débats et formations qu'elles ont pu suivre au sein du groupe, [composé uniquement de femmes, qui les rendent] visibles dans les espaces mixtes [remettant] ainsi en cause les pratiques culturelles qui ont tendance à laisser la parole aux hommes » (Charlier :2011 :173-176) C'est justement sur l'impact de la « participation des femmes en matière d' «*empoderamiento*, » défini comme l'accès à une certaine forme de pouvoir et à une autonomie individuelle et collective » (Charlier :2011 :161) que Charlier porte son analyse.

D'après Charlier (2011 :161-162) « l'*empowerment* des femmes est directement en lien avec les rapports de genre... [et] est fondé sur une approche plurielle du pouvoir telle que développée par Foucault et reprise par les mouvements de femmes du Sud ». Ainsi conçu, le pouvoir ne se réduit pas au contrôle et/ou au degré d'influence sur l'autrui.

Dans cette perspective, l'*empowerment* est perçu « comme un processus d'acquisition de plusieurs formes de pouvoir : le 'pouvoir intérieur' qui se réfère à l'image de soi, à l'estime de soi [et renvoie à la capacité individuelle d'analyser] et d'influencer sa vie et de proposer des changements...le 'pouvoir de' qui renvoie aux capacités intellectuelles (la connaissance objective, le savoir) et émotionnelles (savoir-être), mais aussi économiques (avoir) : avoir l'accès et le contrôle des moyens de production et des bénéfices... le 'pouvoir avec' pouvoir social et politique, [qui] met en évidence la notion de solidarité, la capacité de s'organiser pour négocier et pour défendre un objectif commun (des droits individuels et collectifs, des idées politiques : lobbying, etc.) (Charlier : 2006 :7-8). Il y a donc ici deux niveaux d' « *empowerment* » : individuel et collectif.

Charlier a construit une grille qui permet d'analyser le processus d'*empowerment* des femmes . Cette grille décortique le pouvoir selon les trois axes de l'*empowerment*. Il en ressort de son analyse que les motivations des femmes à participer dans une structure locale dépassent largement les avantages économiques. En effet, le désir d'échapper à l'isolement et à la « routine » quotidienne du foyer, la recherche d'un climat apaisant en dehors de la maison, etc. sont souvent indiqués par les femmes comme les raisons principales de leur participation. (Charlier : 2011 :165, Guérin & Kumar :2011 :138)

Ces espaces permettent aussi une discussion voire une réflexion et recherche collective de(s) solution (s) des problèmes communs aboutissant souvent à une évolution positive du « regard que les femmes portent sur elles-mêmes » (Charlier :2011 :166). Cette évolution du « regard des femmes sur elles-mêmes » (idem) conduit à la construction d'une identité positive que Charlier définit comme étant « l'effet miroir pour se construire » considéré par cette auteure comme « moteur de l'*empoderamiento*... [car] les femmes prennent conscience de leur importance que ce qu'elles disent a de la valeur aux yeux des autres » (Charlier 2011:166). De ce fait, on peut en conclure « qu'au centre de l'*empoderamiento*, se trouve le développement de l'estime de soi,

l'impression d'être une personne à part entière » (Charlier 2011:167). C'est ce que Charlier qualifie de «pouvoir intérieur » (idem).

Ces effets positifs du groupe sur l'individu vont être renforcés par des actions de formation dans divers domaines proposés par des organisations. Ces formations représentent une double possibilité d'amélioration : celle de la rémunération et celle d'un emploi moins exigeant. Ainsi, la participation dans le groupe est certainement importante pour l'intégration et le maintien dans un réseau social mais elle est aussi source d'espoir pour une éventuelle amélioration du statut social des femmes. (Charlier : 2011 :168). Cependant, Guérin & Kumar (2011 :137) montrent que trop d'activités au sein d'un groupe peut produire des effets inattendus et contreproductifs.

Un des effets marquants de l'*empoderamiento* est l'accès progressif des femmes aux postes à responsabilité. En réalité, l'exercice d'une fonction à responsabilité au sein d'un groupe est, « d'un point de vue collectif, source de changement de rapports de genre à différents niveaux » (Charlier 2011:168) mais aussi du regard que leur entourage porte sur elles (idem). Par conséquent, « les femmes prennent confiance dans leurs capacités...[et] ne se [réduisent] plus au rôle de mère. » (idem). En effet, elles reconnaissent « l'importance de se voir autrement que comme mères, d'être des personnes qui travaillent et qui prennent des responsabilités sociales. » (Charlier 2011:171-172). De telles aspirations bouleversent les rapports de genre au sein de la famille. Et, « portées par [ce] sentiment de dignité, [les femmes] expriment, [dans cette circonstance] la possibilité de choisir ce qu'elles veulent faire de leur temps et de leur vie » (Charlier 2011:168)

C'est cette capacité de choisir qui est chère à Naila Kabeer. En effet, chez Kabeer, *empowerment* signifie avant tout « donner aux femmes la capacité de choisir et *disempowerment* c'est nier 'le droit' de choisir » (Kabeer : 2005 : 13). Ainsi, *empowerment* c'est «le processus à travers lequel ceux à qui on a nié la capacité de choisir acquièrent une telle capacité » (Kabeer : 2005:170).

Elle effectue, selon l'impact que chaque choix a sur la vie des personnes et surtout sur la « relation du pouvoir » (Kabeer 2005: 172), un classement hiérarchique des choix en considérant comme pouvoir pertinent celui qui relève des choix stratégiques – l'endroit où on vit, avoir ou pas un enfant, celui avec qui on veut se marier, liberté de mouvement

et d'association- et non celui des choix de la vie quotidienne. (Kabeer : 2005:171). Par conséquent, le pouvoir ne peut être mesuré ou évalué uniquement par « les choix ou les décisions des gens, mais aussi par leurs possibilités d'obtenir certains résultats. » (Kabeer : 2005 :103).

Selon Magdalena Léon, pour obtenir de tels résultats, il faut remettre en question « la relation du pouvoir existante visant à assurer [aux femmes]une plus grande maîtrise des sources du pouvoir » (Léon 2000 : 31). D'après Prévost, une telle remise en question implique nécessairement « savoir comment penser la subordination des femmes, ou la domination masculine et en quoi elle concerne » d'autres aspects de la vie sociale. Prévost soulève dès lors une question pertinente : Quels arguments possèdent « les défenseurs de l'*empowerment* pour comprendre et dépasser les relations de pouvoir et leur influence » (Prévost 2011:33) sur les autres dimensions et domaines dans la société.

1.5.2. Conceptualisation en lien avec le contexte institutionnel capverdien

Dans cette partie du mémoire, je cherche à décrire, le mieux possible, le cadre politico-institutionnel dans lequel les concepts de « genre » et d'« empowerment » trouvent leur place tout en soulignant la compréhension et la définition retenues par les institutions capverdiennes pour ces deux concepts. Cette description ne serait pas complète sans une mise en contexte social à partir des articulations genre/pauvreté . Et ce cadre social est décrit tant au niveau national qu'au niveau de la municipalité où se trouvent localisées les deux villages : Achada Costa et Levada.

Je reprends dans la deuxième partie (voir 2.4) la manière dont les différents acteurs présents aux villages se sont appropriés les deux concepts ci-dessus mentionnés.

1.5.2.1. L' « *empoderamento* » dans les institutions capverdiennes

Avant 2003, année de la vulgarisation du concept de "genre", le discours sur les femmes portait surtout sur "la condition féminine", sans jamais poser la question du rapport entre pouvoir et domination de l'homme sur la femme ou sur la façon dont ce rapport asymétrique génère et perpétue la pauvreté. Dès lors, les féministes capverdiennes ont concentré leurs efforts sur la promotion et la défense de la santé reproductive des femmes, c'est-à-dire, le plus souvent, sur la protection de la mère et de l'enfant, dans la construction de crèches afin d'alléger la charge de travail domestique. (entretiens avec Rosabal et Josefina)

Cependant, l'enquête sur la violence basée sur le genre réalisée en 2005, en démontrant que « la violence basée sur le genre résulte d'une répartition inégale du pouvoir entre l'homme et la femme » (ICIEG :2010 :15) réveille la conscience des acteurs institutionnels qui vont placer, par conséquent, le « genre », en tant que rapport asymétrique du pouvoir, au centre du débat sociétal. (entretien avec Rosabal)

Il en résulte sur le plan institutionnel, dans la transformation, en juillet 2006, de l'Institut de la Condition Féminine en Institut Capverdien pour l'Égalité et Équité de Genre (ICIEG), dans l'élaboration et la mise en place d'un Plan National de Lutte contre la Violence Basée sur le Genre (ICIEG :2010). L'ICIEG reçoit alors le mandat de concevoir et de coordonner des actions visant à atténuer les inégalités de genre dans le pays et de participer à la définition des stratégies gouvernementales. À cette fin, l'ICIEG assure l'assistance technique aux institutions souhaitant intégrer l'approche genre dans leurs politiques sectorielles. (ICIEG 2010 :35). Cet appui technique vise une plus ample institutionnalisation de l'approche 'genre' dans la planification et la budgétisation des dépenses des structures centrales et municipales (ICIEG 2010 :40). Sur le plan législatif, le débat sociétal sur le genre se traduit par l'approbation de la Loi 84/VII/2011 qui fixe les mesures à mettre en place afin de prévenir et réprimer les crimes de violence basée sur le genre ainsi que le mécanisme de protection des victimes » (ICIEG :2011 :19)

Cependant, ne possédant pas de structures locales, l'ICIEG travaille en étroite collaboration avec des organisations de la société civile, notamment le MORABI et l'OMCV. Ces deux organisations de promotion des femmes sont en pleine mutation

conceptuelle de leur programme, justement parce qu'elles envisagent, à l'avenir, de traiter la question du « genre » plutôt que de la 'condition féminine » (entretien avec Idalina). C'est que, « pendant longtemps, 'genre' était synonyme de 'femme'. Aujourd'hui encore, au niveau institutionnel, il n'existe aucun consensus sur les significations précises des concepts de 'genre' et d''égalité. Pour beaucoup, 'égalité' consiste à ce que les femmes fassent ce que font les hommes et vice-versa» (entretien avec Rosabal).

Au niveau régional et local, chaque municipalité capverdienne doit concevoir et mettre en place son plan d'action pour l'égalité et l'équité de genre, et les associations communautaires du développement doivent servir de relais, de portes d'entrée aux partenaires sociaux, notamment aux ONG. Ce choix politique se heurte à deux obstacles majeurs : l'insensibilité du pouvoir communal à la problématique de genre, d'une part, et le manque de personnel intéressé ou ayant une connaissance sur ce sujet, d'autre part.

Le concept d'«*empoderamento* » est entré dans le lexique des institutions gouvernementales et féministes beaucoup plus tard et se résume à présent à «*empowerment* » économique visant non pas la transformation de la nature de la relation homme/femme mais la réduction de la pauvreté. Et, le concept de pauvreté retenu est celui de «*pauvreté monétaire* » (ICIEG 2008:27) qui ne prend pas en considération d'autres aspects comme «*la privation de libertés relevant des différentes dimensions de la vie : non seulement économique mais aussi sociales et politiques* » (Prévost 2011:33).

Cette vision capverdienne d' *empowerment* fut influencé par les points de vue des institutions internationales bailleuses de fonds, par exemple la Banque Mondiale, selon lesquelles l'*empowerment* économique consiste, au niveau des politiques, à mettre en place des mesures qui permettent le fonctionnement des marchés pour les femmes et, au niveau d'agencement individuel, de donner aux femmes le moyen d'être compétitives sur les marchés formel et informel. (WB :2006 :4 ; Entretien avec Vanilde et Eunice). Mais l'analyse du rapport entre condition de la femme et pauvreté apporte progressivement l'idée qu'une intégration des femmes sur le marché, non seulement, réduit la pauvreté mais renforce aussi l'estime de soi. (entretien avec Eunice).

De ce fait, le Plan National de la Lutte Contre la Pauvreté essentiellement financé par les institutions internationales, accorde un rôle fondamental à l'« *empowerment économique* » des femmes dans la réduction de la pauvreté. Ceci se traduit par l'allocation de 40% des investissements réalisés au cours de la troisième phase du PNL (2008-2010) aux activités génératrices de revenu promues par les femmes et 23% dans la formation professionnelle contre 16% et 12% respectivement dans la deuxième phase (2004-2007)(PNL : 2011).

Par conséquent, toutes les politiques, tous les programmes et les projets d'empowerment des femmes consistent essentiellement en deux volets : Le microcrédit et la formation professionnelle. En conséquence, les ONG de promotion des femmes OMCV (Organização das Mulheres de Cabo Verde) et MORABI (Organização da Promoção da Mulher) ainsi que la plupart des ONG du développement se spécialisent dans le microcrédit et la formation professionnelle. Le MORABI crée un service autonome pour la promotion économique des femmes et l'OMCV crée le GOIPM (Gabinete de Orientação e Inserção Profissional das Mulheres) ainsi que le Département de Microcrédit destiné quasi exclusivement aux femmes.

1.5.2.2. Le contexte de la pauvreté capverdienne : lien genre et pauvreté

D'après les données du recensement général de la population 2010 publiées par l'Institut National de Statistique, (INE), la Municipalité de São Lourenço dos Orgãos, où se trouvent les deux villages observés, possède une population de 7358 personnes, soit 1,5% de la population globale, et dont 3817 (51,66%) sont des femmes. Des 1454 familles, 50,2% ont une femme comme chef de ménage, contre 48.1 au niveau National. La taille moyenne du ménage à Orgãos est de 5.1 individus (INE : 2011).

Le chômage atteint 9.4% de la population d'Orgãos dont 56% sont des femmes, contre 12,1% des femmes au niveau national (INE :2011). Le niveau très faible d'instruction et de formation professionnelle (tableau 2) ainsi que la polygamie sont données comme causes principales du chômage et de la pauvreté (CNF :2011). En effet, une observation attentive des données nationales permet d'établir facilement des liens entre pauvreté et inégalités entre les deux sexes. En réalité, les femmes occupent majoritairement les postes les moins payés. Dans le secteur industriel, par exemple, les

femmes occupent 66,8% des emplois offerts dans l'industrie d'extraction, contre 33,2% pour les hommes. Une comparaison attentive de ces chiffres avec ceux de l'industrie de transformation montre que les femmes occupent seulement 25,6% de l'emploi offert, alors que 74,4 % est occupé par les hommes (INE :2011). En outre, selon l'INE, 57,4% des emplois non qualifiés revient aux femmes.

Le cantonnement des femmes dans les activités moins rémunérées explique la disparité des rendements entre hommes et femmes. Celles-ci perçoivent en moyenne 50% du rendement perçu par les hommes. En effet, selon les données du « Rapport du Développement humain de 2009, le PIB per capita moyen du Pays est de 3041 USD étant 4152 USD pour les hommes et 2015 pour les femmes » (UNICEF :2011, FAO :2012). C'est que, malgré les avances dans le domaine de l'éducation, *«dans la société capverdienne, pour un même service rendu, persiste encore la pratique de différenciation salariale entre homme et femme... et les femmes continuent à avoir plus de difficultés à obtenir un emploi à cause du risque de grossesse »* (entretien avec Idalina et Vanilde)

Le Rapport 2010 sur les familles et enfants vivant en situation de risque et de vulnérabilité du Ministère du Travail, de la Formation Professionnelle et de la Solidarité du Cap Vert met en évidence cette disparité et son impact sur la pauvreté. En effet, les données sur la répartition de revenu montrent que les pauvres sont des femmes, mais ne font aucune référence au rôle du rapport homme/femme dans la détermination de cette pauvreté féminine.

Cette situation est aggravée par le fait d'une croissante déresponsabilisation des hommes vis-à-vis de leur famille (CNF :2011, Grassi :170). En effet, au contraire de ce qui se passe sur le Continent Africain, au Cap Vert, la polygamie (ci-dessus mentionnée) n'est pas vraiment assumée par l'homme. De ce fait, certaines féministes considèrent qu'il existe, au Cap Vert, différents types de polygamie : « La monogamie sérielle lorsque l'homme change de femmes périodiquement, la polygamie de fait, lorsque l'homme établit plusieurs foyers et vit simultanément avec ses femmes, la polygamie subséquente lorsque l'homme vit avec sa première ou deuxième femme et commence à avoir des enfants avec d'autres femmes » (Grassi : 162-163).

Les données les plus récentes sur la pauvreté datent de 2007 et se réfèrent aux enquêtes effectuées en 2006. Selon le résultat de ces enquêtes, 34,8% de la population d'Orgãos

vit dans la pauvreté (contre 37% au niveau national, dont 56% sont des femmes). En milieu rural, 54% des pauvres sont des femmes. (UNICEF :2011 :36). En outre, le rapport de l' UNICEF (2011 :23) signale que 36,9% des familles capverdiennes sont monoparentales, dont 67,5% ont une femme à la tête du ménage.

Les enquêtes de 2006 sur la pauvreté montrent encore qu'entre 2001 et 2006, l'indice de pauvreté dans les foyers où les hommes sont chefs de ménage a diminué de 5,3% tandis que ceux qui ont une femme comme chef de ménage a augmenté de 2,4%. (MDR : 2012 :7) ; En fait, selon ces enquêtes, les ménages ayant des femmes comme chef représentent 56,3% des pauvres contre 43,7% pour les ménages dirigés par les hommes. (FAO : 2012 :9).

Tableau 2 : Évolution du taux de chômage selon le sexe

| | 2000 | 2002 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 |
|--------|------|------|------|------|------|------|
| Total | 17,2 | 21,7 | 24,4 | 19,5 | 21,6 | 18,8 |
| Hommes | 10,9 | 16,3 | 21,8 | 14,4 | 17,8 | 14,2 |
| Femmes | 23,6 | 25,4 | 27,2 | 24,4 | 25,7 | 24 |

Source : Cabo Verde : Constrangimentos ao Crescimento, à Transformação e à Redução da Pobreza

Tableau 3 : Évolution du chômage selon le sexe et le niveau d'éducation (2006-2008)

| Niveau d'éducation | 2006 | | 2008 | |
|----------------------|--------|--------|--------|--------|
| | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes |
| Alphabétisation | 18,1 | 23,4 | 6,8 | 16,1 |
| Primaire | 12,8 | 22,8 | 10,3 | 20,7 |
| Secondaire général | 18,8 | 31,7 | 20,7 | 30,8 |
| Secondaire technique | 7,4 | 14,8 | 11,3 | 15,2 |
| Supérieur | 8,9 | 18,6 | 15,7 | 29,2 |

Source : Construit par l'auteur à partir des données extraits de : « Cabo Verde Constrangimentos ao Crescimento, à Transformação e à Redução da Pobreza »

1.5.3. Les Chantiers à haute intensité de la main-d'œuvre : Faimo

« Ceux qui considèrent Faimo comme un oreiller de paresse ne connaissent ni la souffrance ni comment Faimo nous aide à s'en sortir. Ils ne connaissent pas non plus notre histoire. » (Nha Pomba)

Contexte historique

En 1842, les autorités portugaises ont instauré "Apoio", un impôt qui consistait en l'obligation pour chaque chef de ménage, et donc pas les femmes, âgé de 18 à 55 ans, de travailler trois jours par an sur les chantiers municipaux, prestation qui pouvait être remplacée par le versement d'une contribution de six escudos par jour. En 1945, cet "impôt" a été mué en d'autres types d'activité en dehors de l'agriculture, connues sous le nom d' «Apoio », afin d'éliminer, une fois pour toutes, les cercles vicieux générateurs de famine connus dans l'archipel depuis toujours. (cf. Voz Di Povo de 23 avril 1977, n°90, pag.3).

"Apoio" est devenu, par conséquent, le premier chantier public de construction de routes (estradas), (cf. Laurent & Furtado : 2011), de conservation du sol et de l'eau, d'assainissement de base, de reboisement et des campagnes sanitaires notamment dans le combat contre le paludisme.

« Apoio » n'avait pas le développement comme objectif ultime des travaux mais la diminution du risque d'une nouvelle famine. Pour y parvenir, il a fallu assurer des revenus par le travail à une population pauvre et sans emploi. En effet, en vertu de la sécheresse (le Cap Vert est un pays du Sahel) et de la rareté de l'eau, l'agriculture n'était plus un moyen de sécurisation. En outre, beaucoup d'agriculteurs (petits et moyens) avaient perdu leur titre de propriété parce qu'ils l'avaient vendu pour échapper à la « *carestia* »³ ou parce qu'ils se trouvaient dans l'impossibilité de rembourser les emprunts (crédits). Ils devinrent des paysans et agriculteurs sans terre, pauvres et sans emploi (Laurent & Furtado : 2011)

³ "Carestia" c'est le nom populaire de la grande famine de 1947 et signifie manque de nourriture.

Après l'indépendance du pays en 1975, considérant que « Apoio était un travail peu productif et que de ce fait ne permettait pas d'atteindre les objectifs prétendus par l'instauration de la prestation de services communaux » (Voz di Povo n°90), le Gouvernement du Cap Vert y a mis fin en intégrant dans l'Administration Publique tous les travailleurs dont l'activité était liée à l'administration. Cette mesure a été bénéfique surtout aux travailleurs urbains et a laissé un vide à la campagne.

Les sécheresses de 1976 et de 1977 ont fait grimper, en milieu rural, le taux de chômage de 70% (cf. Voz Di Povo, le 5 novembre 1977 p.7) et ont montré qu'il était nécessaire de trouver des alternatives d'emploi en dehors de l'agriculture, sous peine de tomber à nouveau dans le désastre de la famine. Pour créer ces nouvelles alternatives d'emploi, le gouvernement capverdien, rappelant qu' "il faut éviter que les nouveaux chantiers soient des répliques d'Apoio," (Voz di Povo, 5 novembre 1977), lança alors le Programme d'Emergence et entreprit, dans le cadre de ce programme, de gros chantiers, avec une prédilection pour la construction de routes, de digues, de réservoirs d'eau ainsi que les travaux de conservation du sol et le reboisement.

Ces activités étaient organisées sous forme de projet de développement, mais la finalité première était d'éviter la famine. Elles ont suivi le principe selon lequel il faut d'abord assurer un emploi pour chaque famille avant d'en offrir un deuxième ou troisième aux membres d'une même famille, prenant en considération la composition des ménages et leur revenu respectif. Avec une exception pour les familles de 10 à 12 membres (cf. Voz Di Povo novembre 1997 ; entretien avec Fuka, Isabel, Nanda, Gisela, Augusta, Zenaida et Nha Filipa).

Le gros du budget de ces Chantiers « Faimo » (Frente de alta intensidade de mão-de-obra) était destiné à la construction des routes en milieu rural. Ces routes pavées de pierre de basalte devaient désenclaver les communautés éloignées et isolées et leur permettre la communication et les échanges avec d'autres localités et communautés.

Au cours des premières années de l'Indépendance, le Cap Vert a reçu de l'aide alimentaire massive et a réussi à convaincre les donateurs à accepter le principe de recyclage de l'aide pour financer les activités des « Faimo ». Dans certains cas, les travailleurs recevaient même une partie de leur salaire sous forme de nourriture. C'est pourquoi, au fur et à mesure que l'aide alimentaire diminuait, les Chantiers (Faimo)

fermaient. C'est à ce moment qu'émergea dans la société capverdienne, le discours qui veut que les «Faimo » deviennent un *oreiller de paresse* (travesseiro da preguiça), « promoteur d'un lien de dépendance avec l'État, inhibiteur d'initiative individuelle et collective, peu productive et d'utilité douteuse. » (In Voz Di Povo n°961 de 23 de Junho de 1990).

Qu'en est-il réellement? Je voudrais dépasser ce discours libéral officiel pour creuser la réflexion et déterminer de quelle façon et dans quelle mesure ces Chantiers collectifs sont à l'origine des changements de mœurs et de valeurs qui enferment les femmes dans un système qui "reproduit et perpétue les inégalités homme/femme tant dans le contrôle que dans la prise de décision concernant l'allocation des revenus de ménage" (cf.Kabeer, 2005),et, de ce fait, génèrent et aggravent la pauvreté. Ces Chantiers furent, pour les femmes rurales, une possibilité d'emploi rémunéré en dehors du foyer. Or, durant les périodes d'essor des Chantiers, des changements d'attitude de la part des femmes, en termes de participation à la vie communautaire et de résistance à certaines pratiques traditionnelles, ont clairement été constatés.

1.6. Conclusion pour la première partie : Le cadre conceptuel

En m'appuyant sur l'approche préconisée par le *local feminism* et le résultat des travaux de Charlier (2006) décrits ci-dessus, j'essaie de déceler le mécanisme à travers lequel les femmes des Villages d'Achada Costa et Levada parviennent à influencer le choix au niveau de la famille et de la communauté en « fermant les yeux » sur les normes traditionnelles sans générer de conflits au niveau familial. Je ne m'intéresse donc pas à qui fait quoi, mais plutôt à qui décide ce qui doit être fait, en essayant de discerner la manière dont les femmes font usage de leur capacité d'action, notamment leur capacité d'analyse, de lecture d'un problème et ou d'une situation et leur pouvoir de négociation compris comme étant la capacité d'influencer par le dialogue le choix familial et communautaire.

De ce fait, c'est sur le concept d'*empowerment* conçu comme le processus et l'acquisition (Charlier 2006:6-7) de la capacité à faire des choix, à participer librement dans le processus de décision, à trouver des solutions aux problèmes des deux villages,

à s'organiser, à négocier et à se (re)valoriser que je m'appuie pour évaluer le rôle des Chantiers et du commerce dans ce processus.

Pour y parvenir, j'utilise les trois dimensions suivantes du pouvoir : '*Pouvoir intérieur*', '*pouvoir de*' et '*pouvoir avec*' (Charlier 2006 :7-8) (voir 1.5.1 les concepts utilisés) pour comprendre comment la conjugaison du '*pouvoir intérieur*' avec le '*pouvoir avec*' se traduit en « *empowerment* » des femmes à Achada Costa et Levada.

Deuxième Partie : Observations de Terrain

2.1. Introduction

Cette deuxième partie du mémoire a pour objectif de présenter le résultat de ma recherche sur le terrain réalisée dans les villages d'Achada Costa et de Levada au Cap Vert, sur l'île de Santiago, en soulignant dans le paragraphe 2.2 la méthodologie utilisée et les difficultés rencontrées et, dans le paragraphe 2.3, le contexte local dans lequel ce travail a été réalisé.

Les informations recueillies puis systématisées révèlent la façon dont les différents acteurs sociaux, présents aux villages, appréhendent les différentes dimensions du pouvoir. En outre, elles permettent de distinguer les concepts de pouvoir et d'empowerment proposés par les ONG, paragraphe 2.4, des notions très locales du pouvoir, d'égalité et de droit (chapitre 3).

A partir de la façon dont les Capverdiens et Capverdiennes locaux conçoivent la notion de pouvoir, d'*empowerment*, et les relations hommes/femmes, dans ces deux villages, j'ai reconstruit une grille d'analyse, présentée au § 2.5, inspirée du modèle de Charlier (2006). L'analyse des données recueillies montrera, dans la troisième partie de ce mémoire, que, pour les villageoises d'Achada Costa et de Levada, l'*empowerment* ne se mesure pas nécessairement ni fondamentalement par le contrôle du revenu ou par la marge de mobilité, par exemple, mais plutôt par la participation effective dans les espaces collectifs d'échanges et de prise de décision, et par le respect que le statut de "femme qui «est capable de tenir sa maison»" engendre. Tout au long de ce travail, j'expliquerai le sens et l'importance que l'expression «*capable de tenir sa maison*» a pour les femmes de ces deux villages.

Il ne fut pas facile d'aborder la question d'empowerment, car si le terme "genre" est suffisamment vulgarisé dans le milieu intellectuel et institutionnel, parmi les ONG et les services publics, celui d'empoderamento doit encore faire son chemin dans la société capverdienne. Dans les villages d'Achada Costa et de Levada, ces concepts ne font pas partie du vocabulaire pratiqué par les habitants, j'ai donc dû ajuster mes discours au vocabulaire effectivement pratiqué par mes interlocuteurs. Une autre difficulté rencontrée fut celle des horaires : il fallut m'adapter à leur emploi du temps malgré les difficultés de déplacements fréquents.

Ces deux villages constituent un cas unique par le fait d'avoir, sous l'impulsion des femmes, opté pour un "joint-venture", c'est-à-dire avoir une seule et même association communautaire du développement, pour répondre aux défis du développement communautaire et pour résoudre les problèmes du quotidien. Cette particularité et le dynamisme de leur association communautaire du développement furent, comme déjà signalé, déterminants pour le choix du travail du terrain.

2.2. Méthodologie pour la réalisation des enquêtes

Pour la réalisation du travail de terrain, j'ai eu un premier contact avec les institutions publiques et privées (ONG et instituts) liées à la problématique de genre, d'égalité, d'opportunité, et d'émancipation des femmes.⁴ Ce contact m'a permis de présenter mon projet de mémoire ainsi que les objectifs que je poursuis en réalisant la recherche sur le terrain. Chaque organisation a reçu un questionnaire qui a servi de référence pour orienter les interviews et une date pour l'entretien fut retenue. Un troisième entretien, prévu vers la fin de mon séjour, visant à analyser les objectifs et stratégies des institutions en fonction du résultat de terrain, fut annulé par manque de temps en vertu des festivités du jour des femmes du Cap Vert (27 mars).

Aux villages, j'ai effectué du porte à porte pour conduire, de 9h à 15 heures, du lundi au jeudi, des entretiens individuels, avec des femmes et des hommes des deux villages. Un questionnaire me servait de guide et, souvent, je devais recentrer la conversation sur le thème de ma recherche.

Les entretiens furent enregistrés puis retranscrites. Ce sont ces retranscriptions qui ont servi de matière première de base pour l'écriture de cette deuxième partie du mémoire.

⁴ Il convient ici de rappeler que le concept d'empoweramento est récent au Cap Vert et, de ce fait, n'est pas suffisamment vulgarisé pour faire partie du lexique des cadres. « On ne sait pas très bien ce que ça signifie surtout dans le milieu rural où tu vas travailler »(entretien avec un cadre de l'ICIEG)

2.3. Présentation des villages d’Achada Costa et de Levada

Le contexte Local

Les Villages d’Achada Costa et de Levada se trouvent dans la Commune de São Lourenço dos Orgãos située à l’intérieur de l’Île de Santiago du Cap Vert. Achada Costa est une colline et Levada est une vallée. Selon les données du recensement général de la population 2010 publiées par l’Institut National de Statistique (INE) du Cap Vert, la population d’Achada Costa est composée de 176 personnes dont 78 hommes et 98 femmes.

La plupart des ménages est dirigé par une femme. En effet, des 28 ménages qui composent le village, 20 sont dirigés par une femme et seulement 8 ont un homme à leur tête. La population active (15-64 ans – 94 effectifs dont 56 sont des femmes-) représente 53,4% de la population totale. Les chômeurs constituent 41,48% de la population active. Parmi eux, 61,54% sont des femmes et 38,46% sont des hommes. Sur 55 personnes exerçant une activité - indépendante ou salariée- 32 sont des femmes. Ceci se traduit par un niveau de chômage chez les femmes de 42,86% (24/56) contre 39,47% (15/38) pour les hommes.

Levada est un village situé en bas de la colline d’Achada Costa. Toujours, selon les données de l’INE, sa population est composée de 234 individus dont 119 sont des femmes et 115 des hommes. Cette population est distribuée dans 47 foyers dont 29 ont une femme comme chef du ménage et les 18 autres sont dirigés par un homme. Les femmes représentent 52,14% de la population active contre 47,86% pour les hommes. Le taux de chômage global est de 47,86% (56/117). 47,54% des femmes se trouvent en chômage contre 48,21% des hommes.

Le tableau n°4 élaboré à partir des informations fournies par l’Institut National de Statistique met en évidence les données socio-démographiques de ces deux villages.

Tableau 4 : Données socio- démographiques d’Achada Costa et de Levada

| Villages | Population Résidente | | Total | Ménages selon sexe du chef | | Total | Chômage | |
|--------------|----------------------|--------|-------|----------------------------|--------|-------|---------|--------|
| | Hommes | Femmes | | Hommes | Femmes | | Hommes | Femmes |
| Achada Costa | 78 | 98 | 176 | 8 | 20 | 28 | 15 | 24 |
| Levada | 115 | 119 | 234 | 18 | 29 | 47 | 27 | 29 |

Source : élaboré par l’auteur à partir des données du recensement général de la population 2010 publiées par l’Institut National de Statistique du Cap Vert.

Dans ces deux villages, certains foyers ont accès à l’électricité mais le bois reste la principale source d’énergie et ce sont les femmes qui ont la charge de la collecte. L’agriculture, l’élevage et l’emploi offert par l’Association Communautaire du Développement d’Achada Costa et de Levada restent les principales sources de revenu.

En effet, aujourd’hui, avec la suppression des chantiers, considérés par le pouvoir public comme improductifs, tous les schémas de survie furent changés ou réadaptés à la nouvelle conjoncture. En réalité, sans vraiment d’alternative crédible à l’emploi dans les chantiers, les femmes cherchent dans l’élevage du bétail une garantie contre la précarité puisque l’emploi offert par l’association locale est temporaire et insuffisant pour absorber la main-d’œuvre libérée par la disparition des Faimo.

Potentiellement, les conditions existent pour que la population de ces deux villages échappent à la pauvreté. En effet, la construction du Barrage de Poilão tout près de Levada a transformé une bonne partie des terres occupées par des cultures pluviales en terres irriguées. Cependant, en vertu des difficultés de construction des infrastructures d’irrigation, seules les terres en amont peuvent encore en bénéficier. En effet, « ce fut la construction du barrage qui nous a apporté de l’eau en abondance et a fait de nous des agricultrices ...Cependant, s’il n’y avait pas Faimo, le barrage n’aurait aucune utilité parce qu’ on aurait des difficultés pour écouler nos produits. Grâce à Faimo, nous avons la route secondaire qui nous assure l’accès à la route principale» (Entretien avec Cardoso).

Pour répondre aux défis du développement de leur village, les femmes d'Achada Costa et de Levada se sont mises ensemble pour constituer une seule association communautaire du développement. Cette spécificité et le dynamisme de leur association furent, comme je l'ai signalé auparavant, déterminants dans le choix de ces deux villages pour mener mon travail de terrain.

2.4. Reconceptualisation d'empowerment en lien avec les acteurs présents aux villages

Dans ce chapitre, je mets en lumière les conceptions que se font les acteurs locaux, les institutions, les villageoises et leur association, concernant le processus d'acquisition du pouvoir et les stratégies qui, par conséquent, en résultent. Cette mise en évidence montre que, contrairement aux discours focalisés sur les aspects économiques de l'empowerment tenus par des ONG et des dirigeantes des associations qui se les approprient, souvent sans les remettre en question, pour les villageoises, les sources et les processus d'acquisition d'estime de soi et de confiance en soi ont une forte corrélation avec l'image et le respect dont jouit la mère de famille.

De ce fait, l'*empowerment* et le processus de changement qu'il engendre ne sont pas nécessairement et exclusivement économiques, et ne se réduisent pas au contrôle des moyens économiques (§2.4.3). Au contraire, ils se manifestent aussi par des liens sociaux qui se traduisent en réseau de solidarité entre les femmes (§2.4.4) pour le contrôle des espace collectifs et des choix communautaires même si, parfois, cette solidarité suscite de la résistance de la part des hommes.

2.4.1. Les ONG et activistes féministes

Pour les ONG et les activistes féministes présentes aux villages d'Achada Costa et Levada, pour le moment, la notion de l' « *empoderamento* » qui est retenue est celle qui assure aux femmes une autonomie financière et la sortie de la pauvreté. Cette option ne signifie pas que les ONG et les activistes féministes ne sont pas conscientes qu'il faut aller plus loin dans le processus de l' « *empowerment* » des femmes mais plutôt que la conjoncture actuelle et la persistance de certains facteurs socio-culturels dans la société

capverdienne font que les considérations économiques priment sur d'autres aspects et émergent comme un passage nécessaire à d'autres formes d' « *empowerment* ».

La présidente de l'Organisation des Femmes du Cap Vert (OMCV), Madame Idalina Freire déplore cette situation et considère qu' « *aujourd'hui on parle plus sur l'«empoderamento» économique c'est-à dire sur l'acquisition de l'autonomie financière et économique des femmes car la société s'est ouverte au débat sur la question du genre mais lorsqu'on parle de l'«empoderamento», elle se renferme empêchant les femmes d'avoir accès aux moyens pour faire valoir leurs idées et opinions. En effet, l'« empoderamento » c'est donner le pouvoir et les instruments qui permettent aux femmes de s'affirmer économiquement, socialement et politiquement.... Je peux te signaler deux cas d'«empoderamento» économique dans le milieu rural qui se sont traduits en « empoderamento » politique et social parce que ces femmes sont aujourd'hui courtisées par les politiciens de tout bord.»*

D'après Eunice, directrice du département du microcrédit de l'OMCV, c'est justement cette reconnaissance qui est l'objectif de l'*empowerment* économique. En effet « notre priorité c'est l'*empowerment* économique visant l'*empowerment* social. Nous cherchons tout d'abord à ce que les femmes atteignent leur indépendance et soient capables de répondre à leurs besoins de subsistance comme préalable à une ascension sociale. À cette fin, nous devons mettre en place un programme d'éducation des hommes, pour qu'ils acceptent le principe d'égalité et donnent aux femmes l'accès aux postes ayant une plus grande visibilité sociale. Mais pour ceci, il faudra aussi assurer aux femmes l'accès à l'éducation, à l'information et surtout, au savoir.»

Pour Samira, journaliste de l'hebdomadaire « A Nação » active dans la lutte contre la discrimination des femmes, cette reconnaissance qui résulte de l' « *empoderamento* » économique se traduit par un respect social et, « pour nous, le 'respect' est le mot clé car le respect des autres [(hommes, famille et institutions)] nous donne confiance et nous nous regardons autrement ». En fait, « nous nous apercevons que nos idées sont finalement acceptées et que parfois on nous soutient et on nous encourage à prendre la parole.». « C'est le respect qui a porté le bonheur aux femmes de Mantaba⁵ », conclut Samira.

⁵ Village de la Municipalité de São Salvador do Mundo où les femmes gèrent une coopérative agricole

Selon Lucia, Présidente de MORABI une organisation non gouvernementale de promotion des femmes, ce respect qui engendre la confiance et l'auto-estime « est une conséquence directe de l'opportunité saisie par la femme de participer monétairement dans le revenu familial grâce à l'« *empoderamento* » économique à travers le microcrédit et le Programme de la Lutte contre la Pauvreté et l'emploi à l'extérieur. »

En effet, pour la plupart des ONG, le changement provoqué par les programmes de microcrédit, de lutte contre la pauvreté ciblés sur les femmes ainsi que l'emploi en dehors de la maison ont désinhibé la femme et lui ont permis de s'intégrer et se battre pour une place au sein de la famille et de la communauté. Par conséquent, selon Eunice, « *avec le microcrédit et le travail à l'extérieur, la femme devient gestionnaire du revenu familial et parvient à réserver une partie de son rendement pour l'utilisation personnelle.... Mais l'indépendance financière fut une preuve que la femme peut vivre sans dépendre économiquement de son mari et a donné confiance à celles qui souffrent de la violence conjugale ainsi que d'autres mauvais traitements pour quitter leur époux.* »

Cependant, d'après Elisabeth, directrice exécutive de l'ONG VerdeFam, organisation de promotion et de protection de la santé reproductive de la femme, c'est plutôt l'éducation et la formation permettant l'acquisition de compétences qui ont été déterminantes tant pour le respect que pour l'estime de soi et la confiance en soi puisque « *depuis toujours les femmes participent dans la formation du revenu familial... [car] l'immigration ainsi que l'irresponsabilité des hommes font qu'un nombre considérable de foyer soit dirigé et nourri par les femmes.* »

Quelle que soit la lecture des ONG portée sur le processus d'« *empowerment* » des femmes dans ces deux villages, toutes reconnaissent le rôle indispensable d'intermédiaire de l'association locale dans la transmission et l'explication à la population du projet et des objectifs des ONG. Elles se rendent également compte de leur difficulté à en adopter un langage accessible aux villageoises.

2.4.2 Les villageoises : dirigeantes des associations locales

Un nombre important de dirigeantes locales des associations communautaires s'est approprié ce discours centré sur l' « *empowerment* » économique des ONG et prône une plus ample autonomie financière et économique des femmes.

Dans cette perspective, Milú, membre du conseil de la direction de l'association communautaire du développement affirme que *« grâce à l'empowerment économique, les femmes ne sont plus propriété des hommes et elles sont de plus en plus autonomes. En fait, la figure de l'homme gagne-pain est en train de disparaître. Il n'y a que dans les lieux lointains et encore isolés que l'homme gagne-pain règne en maître mais les informations commencent à circuler et je crois que même dans ces endroits isolés les femmes finiront par décider seule de leur sort. »* Pour sa part, Lucinda, membre aussi du conseil de la direction de l'association, traduit bien ce sentiment quand elle dit : *« Hoje, o homem contribui com o almoço e o marido com o jantar ».* (« Aujourd'hui l'homme apporte le dîner et la femme le souper. »)

De son côté, Bibinha Cardoso, présidente de l'Association du développement communautaire d'Achada Costa et de Levada, toute en reconnaissant le rôle de l'empowerment économique valorise d'autres aspects et souligne l'importance du changement du rapport homme/femme au sein de la famille et de la communauté.

Ainsi, pour Cardoso le pas le plus important pour les femmes a été *« d'avoir gagné assez de courage pour s'inscrire et participer activement à une association communautaire. C'est cette décision autonome, c'est-à-dire, sans la permission préalable de leur mari, qui caractérise mieux le pouvoir de décider »*

Par la suite, en distinguant 'gain' de 'victoire',⁶ Bibinha Cardoso affirme que *« la victoire la plus importante de la femme ce fut le travail (à l'extérieur) et la réduction du poids de l'homme gagne-pain conduisant à une meilleure répartition des devoirs au sein de la famille... Ceci est important car une plus grande participation des hommes dans la réalisation des devoirs ménagers a libéré du temps disponible de la femme qui en profite pour faire des études et travailler pour l'association. C'est mon cas et celui*

⁶ Pour Bibinha Cardoso être membre d'une association est un gain mais faire participer son mari dans les « devoirs » ménagers est une victoire.

de mes collègues. Cependant, en ce qui me concerne, mon mari subit actuellement des moqueries des hommes du village, mais jusqu'à présent il résiste en répondant :

« Je fais à manger pour moi et pour mes enfants et je m'occupe de mes vaches et de mes porcins'....C'est triste parce qu' à cause de ces moqueries certains hommes attendent pour être servis alors qu'ils pouvaient eux-mêmes prendre la nourriture dans la casserole. »

Cependant, pour les villageoises, de simples membres de l'association, acquérir du pouvoir c'est être intégré dans un réseau social, c'est donc avoir des liens sociaux et d'amitié. C'est aussi, ne pas s'endetter auprès de ses voisins même en sachant que des liens sociaux et d'amitié assurent une certaine protection sociale en cas de pépin. Pour les femmes d'Achada Costa et de Levada, le revenu n'est source de fierté et d'estime de soi que s'il offre une sécurité à la famille (voir 3.1 et 3.5.1).

2.4.3 Contrôle des moyens économiques et formation

En accord avec la vision ci-dessus décrite, les offres de formation des ONG visent essentiellement à donner aux femmes un plus ample contrôle des moyens économiques à travers la formation, en leur pourvoyant une capacité à gérer leurs propres ressources, et à créer une micro-entreprise dans le but de les 'libérer' de la pauvreté et de la dépendance masculine. Ainsi on voit se multiplier l'offre de la formation en création et gestion de petits négoce et en économat –gestion de l'économie familiale- ainsi qu'une prolifération de programmes de microcrédits destinés aux femmes.

Tout en reconnaissant que, tôt ou tard, il faudra aller plus loin dans la question d'«*empoderamento*», la directrice du département d'orientation et insertion socio-professionnelle des femmes de l'OMCV, madame Vanilde Furtado, défend la stratégie duale formation/microcrédit en argumentant que «*la réussite de la formation pour l'emploi et pour l'auto-emploi rend les femmes plus entreprenantes, plus autonomes car la peur d'effectuer un emprunt, un investissement et de participer dans la gestion des biens familiaux disparaît.*»

Quand je lui ai redemandé pourquoi accorder autant d'importance à l'empowerment économique, madame Furtado argumentait que « *l'empowerment est l'accès à l'emploi ou à l'auto-emploi car la possibilité de choisir dépend du revenu de la femme et, dans une situation de chômage et de pauvreté, la capacité de la femme à faire des choix et à décider est réduite. C'est pourquoi nous parions sur la formation professionnelle et nous faisons une discrimination positive dans le choix des candidats à la formation dans le seul but de permettre à un plus grand nombre de femmes d'acquérir les aptitudes et les compétences nécessaires à une intégration réussie sur le marché de l'emploi.*»

En effet, les villageoises affirment qu'après la formation en gestion elles se sentaient plus aptes et de ce fait plus à l'aise pour gérer leurs biens et pour investir. En fait, « *la formation en économat a donné aux femmes les outils pour être co-gestionnaire des ressources du ménage*» (Cardoso).

Cependant, d'autres villageoises notamment, Simi, Inês, Fuka, Mentu, Annie, revendeuses de poisson, de produits agricoles et utilitaires ont attesté, lors de l'entretien, que la formation fut importante mais que « *quand j'ai récupéré mon argent et vu qu'il en resta un montant 'libre' je me suis dit : je suis capable...et j'ai gagné confiance.*».

Entretant, pour Lucinda c'est plutôt l'apprentissage de métiers réservés aux hommes sur les chantiers (Faimo) qui a contribué à une revalorisation du soi chez les villageoises. En effet, pour Lucinda, c'est « *la formation qui a poussé la femme en avant puisque elle a permis aux femmes d'avoir accès à des professions (maçonnerie, menuiserie, serrurier, soudeuse) et a donné confiance à chacune de nous.* » C'est pourquoi, conclut Lucinda « *les femmes ont le contrôle des associations... Et jamais la formation et le travail ne nous ont empêchées de remplir notre devoir à la maison.*»

Les ONG sont cependant très lucides sur le fait qu'il faut aller plus loin dans le processus d'« empowerment » des femmes. Certaines reconnaissent que même l'objectif d'« *empoderamento* » économique peut ne pas être atteint si l'on ignore d'autres aspects de la vie sociale notamment la violence conjugale.

À ce propos, madame Furtado déclare :

« L'objectif d'« empoderamento económico» peut ne pas être réalisé si les femmes ne possèdent pas une connaissance accrue des lois en général et sur la violence conjugale en particulier ainsi que des mécanismes pour les actionner » (Vanilde Furtado). Par conséquent, elle prône pour une alphabétisation juridique massive auprès des femmes.

D'autres, voient, cependant, dans l'importation des produits agricoles et utilitaires la plus grande menace à l'empowerment des femmes de la campagne. En effet, en ce qui concerne le milieu rural, *« pour un vrai «empoderamento» économique des femmes, il faudra contrôler la production et l'importation, car, souvent, nos agricultrices perdent leur investissement parce qu'elles ne peuvent pas concurrencer avec les produits importés. »*⁷ (entretien avec la Présidente de l'OMCV)

2.4.4. Solidarité féminine aux villages

Dans la Commune rurale d'Orgãos où j'ai réalisé mes enquêtes, les villageois se sont organisés au tour des associations communautaires du développement (ACD). Ces associations sont, dans l'ensemble, dirigées par des femmes. Celles-ci avancent que « les hommes n'ont pas de temps ».

Ludmila, membre de l'association communautaire fait une lecture différente et considère que «les femmes sont majoritaires et s'inscrivent massivement dans les ACD parce qu'elles sont les plus démunies. C'est que les ACD offrent de l'emploi à ses membres grâce au contrat-programme signé avec le gouvernement et les hommes ont plus de possibilités d'emploi ailleurs.»

Selon Cardoso, effectivement, « les ACD offrent de l'emploi à ses membres dans le domaine de conservation de sol, de l'eau, de la réhabilitation des maisons et de la construction de réservoir, de citernes, et de porcherie mais la gestion des ACD se fait grâce au bénévolat. » Cardoso explique que les femmes ont pris le contrôle des structures de direction des ACD parce que *« quand les hommes ont compris qu'il ne s'agit pas d'un emploi rémunéré, ils ont allégué le manque de temps pour s'en occuper.*

⁷ À ce propos, Bibinha Cardoso atteste : « le fait que nous faisons la même chose au même moment nous mène à la perte car nous nous concurrençons les unes contre les autres »

C'est pourquoi, l'essentiel du choix concernant la vie communautaire revient aux femmes. En ce moment, par exemple, notre association met en place un projet de 20.000.000\$00 (vingt millions d'escudos capverdiens)⁸ à utiliser dans les infrastructures, notamment dans la construction des canaux d'irrigation, d'un réseau de distribution d'eau, de l'installation de motopompes et de la construction de réservoirs d'eau... En plus de ces travaux, notre association organise aussi le transport aller-retour des enfants à l'école ».

D'après Gisela, membre de l'association, le gros de la décision est prise par Cardoso et les autres membres du conseil de la direction. En fait, *« elles viennent avec leurs propositions et nous votons après avoir parlé un peu sans changer la proposition de la direction. »* Monica, Milita, Joana et Eugénia toutes membres de l'ACD corroborent cette affirmation et disent que cette situation *« démotive la participation dans les réunions de l'assemblée générale. »* Malgré ce petit problème, *« il est toujours mieux d'avoir une femme à la tête de l'association qu'un homme car une ACD dirigée par un homme ne survit pas longtemps. »* Défend Gisela.

Selon Angélica, membre de l'association Amo-Bom, *« les propositions de la direction ne sont pas mises en cause parce que très peu de gens prennent la parole en réunion d'assemblée générale et la décision est prise sans qu'on vote vraiment. On parle, on discute et à la fin c'est la proposition de la direction qui est prise. »*

Carlos, vice-président de l'association, parle de *« la dictature des femmes »* en affirmant : *« officiellement je suis vice-président de l'association, mais dans la pratique, je ne suis rien, car les femmes décident entre elles, et moi je me trouve seul. »* Selon Milú, *« ce sentiment fait que les hommes demandent souvent de nouvelles élections, mais puisque nous sommes majoritaires, les élections ne changent rien. En fait, il y a toujours des arrangements que nous faisons entre nous avant et après les réunions ».*

D'après Joana, membre de l'association, *« les hommes n'ont pas le droit de réclamer car nous sommes en majorité ».* João, le mari de Joana, considère, pour sa part, que *« le problème des femmes, c'est la qualité de la gestion. Nous avons de moins en moins de réunions d'assemblée générale et les décisions ne sont pas prises à temps... Regardons*

⁸ 1 Euro équivalente 110\$00 escudos capverdiens

les réservoirs d'eau que l'association a construits il y a deux ans déjà et pourtant ils sont toujours vides et nous ne savons pas chez qui nous devons réclamer. Il est clair que la gestion antérieure [assurée par un homme] fut meilleure.»

Les situations décrites ci-dessus nous renvoient à des formes de pouvoir social et politique à travers lesquels les femmes, dans une solidarité et complicité intelligentes, contrôlent l'association locale et parviennent à « négocier » et à faire valoir leur vision des priorités pour leur village et ainsi influencer le processus de son développement. Nous sommes, dans ce contexte, devant un cas de '**pouvoir avec**', même si la solidarité entre les femmes suscite une certaine méfiance et une résistance des hommes, alors même que celles-là affirment que la complicité entre elles n'est pas contre les hommes mais simplement une façon de souder les liens et de mieux travailler. « *De toute façon, c'est pour le village que nous travaillons et les hommes gagnent à y participer* » (Gisela)

2.5. Reconstruction de la grille d'analyse à partir de la réalité capverdienne

À partir du vécu et des conceptions capverdiennes de l'empowerment et de son processus ci-dessus décrites, j'ai élaboré la grille d'analyse qui suit.*

| | |
|---|---|
| <p>« Pouvoir intérieur »</p> | <p>Eléments définisseurs et qui rendent compte du pouvoir intérieur</p> |
| <p>1. Le respect (le sentiment d'être respecté) 2. Confiance 3. Revalorisation de soi, l'auto-estime</p> | <p>1.1 La perception que notre avis compte 1.2 L'invitation à prendre parole 2.1 Voir notre proposition acceptée et soutenue par d'autres gens Évaluation positive de soi 3.1 Autonomie (Disparition de la peur de décider seule(emprunt, investissement, certains achats) 3.2 Changement du regard sur soi 3.3 Refus du cantonnement (d'être mis à côté)</p> |
| <p>« Pouvoir de »</p> | <p>Eléments définisseurs et qui rendent compte du « pouvoir de »</p> |
| <p>1. S'inscrire, participer, se faire élire ou pas dans une association de développement communautaire. 2. Formation professionnelle, formation en gestion de petites négoce, alphabétisation juridique 3. Participation dans le processus décisionnel dans l'utilisation, distribution des ressources communautaires et familiales. 4. Participation dans la définition des priorités au sein de la famille et de la communauté. 5. Contrôle de ses revenus et de ses biens</p> | <p>1.1 Décider de façon autonome d'être ou pas membre d'une association 2.1 Aptitudes professionnelles 2.2 Autonomie dans la gestion des affaires ou négoce 2.3 Connaissances des droits et devoirs 3.1 Co-gestion des ressources familiales et communautaires 3.2 Résister à l'aléatoire des dirigeants associatifs. 4.1 Faire valoir ses opinions dans les discussions des projets et activités à mettre en place 5.1 Garder et gérer une partie de son salaire/revenu pour son usage personnel 5.2 Pouvoir utiliser ou se défaire de ses biens sans autorisation préalable</p> |

| « Pouvoir avec » | Éléments définisseurs et qui rendent compte du « pouvoir avec » |
|---|---|
| <p>2. Partager l'information et susciter la participation des autres femmes pour résoudre des problèmes communs (santé, violence, chômage, discrimination, travaux communautaires)</p> <p>3. Mobiliser les femmes à intégrer une Association communautaire du développement et les faire participer dans le débat interne</p> | <p>1.1 Décider de façon autonome d'occuper ou non un poste de responsabilité</p> <p>2.1 Participation dans les actions collectives de promotion de santé reproductive, de combat contre la violence, le chômage et la discrimination des femmes</p> <p>3.1 Mobilisation pour des actions revendicatives</p> <p>3.2 Participation dans les groupes de pression pour le changement (associations des femmes)</p> <p>3.3 Choisir dans une assemblée les priorités en termes d'infrastructure communautaire</p> <p>3.4 Décider collectivement la contribution de chacun. Ex : céder une parcelle de son terrain pour la construction d'une route</p> <p>3.5 Trouver ensemble la solution des problèmes quotidiens comme par exemple le transport des enfants du village à l'école.</p> <p>3.6 Garder un esprit critique sur l'activité de l'association</p> |

* Inspirée du modèle proposé par Charlier (2006 :174-175 ; 2011)

2.6. Conclusion de la deuxième partie

Le concept d'« *empowerment* » retenu par les ONG et activistes présentes dans les deux villages correspond donc à l'autonomie financière et économique des femmes. La stratégie pour déclencher le processus d'« *empowerment* » consiste à augmenter les offres de formation dans divers domaines notamment en gestion des activités génératrices de revenu ainsi que celles du microcrédit.

La préoccupation première des ONG et des féministes est de chercher à permettre aux femmes d'acquérir la capacité de contrôle des moyens économiques (création de sa propre microentreprise) mais aussi des connaissances (alphabétisation juridique, formation professionnelle) qui leur donnent une certaine aptitude à juger et à décider de façon autonome. Ainsi, dans la perspective des ONG et des féministes, l'alphabétisation juridique et l'*empowerment* économique visent aussi à « *donner aux femmes une capacité de se protéger, de se défendre et, dans le cas échéant, de rompre une relation violente.* » (Furtado). Il s'agit ici d'un pouvoir sur soi ('pouvoir intérieur') ainsi que d'un savoir qui mène à l'action ('pouvoir de') (Charlier 2006 :56-57).

De tels objectifs ne pourraient pas être atteints sans le concours des associations communautaires de développement car les ONG éprouvent de l'embarras pour traduire en « langage populaire » leurs idées et projets. C'est le cas de l'association communautaire des villages observés qui a eu, jusqu'à présent, « *un rôle primordial parce qu'elle utilise un langage que les communautés comprennent et ça aide beaucoup les institutions qui l'utilisent comme intermédiaire auprès de la population* ». (Furtado). À ce propos, la Présidente de l'OMCV va plus loin et affirme que « l'association doit avant tout continuer à écouter les femmes et à transmettre leurs besoins et soucis auprès des institutions. » Elle joue ainsi un rôle important dans la définition des politiques, des stratégies et surtout dans la création des conditions locales pour la mise en place des mesures et projets des institutions. L'association locale est devenue ainsi un important maillon entre la population et les ONG car c'est à travers elle que sont négociées les activités et les projets pour leurs villages.

Cependant, ce n'est pas seulement au niveau du langage qu'il existe un décalage entre ONG et villageoises. Celles-ci valorisent et conçoivent le pouvoir plus en termes d'interactions et de qualité de relation sociale qui garantit la sécurité contre la précarité

dans un contexte d'absence d'un système de protection sociale, même si la dette qu'elle engendre n'est pas souhaitable par les villageois. De ce fait, il est donc importante pour la villageoise qu'elle s'intègre dans un espace collectif telle que l'association locale. (Voir 3.5.3)

Troisième Partie : analyse

3. Les notions de Pouvoir, Égalité et Droit chez les femmes d'Achada Costa et de Levada

Dans le point précédent, pour décrire la relation de pouvoir entre homme et femme dans les villages de Achada Costa et de Levada, et pour tenter de décrire et comprendre le processus d'*empowerment* des femmes dans ces deux villages, je me suis appuyé sur une conception multidimensionnelle du pouvoir (voir 2.5). Cette conception envisage des sources hétérogènes au pouvoir, et n'enferme pas le pouvoir dans une relation de contrôle et de domination /soumission. Cette conception du pouvoir met en évidence l'interdépendance entre pouvoir individuel et pouvoir collectif. La limite-même entre ces deux types de pouvoir devient difficile à définir.

En ce qui concerne « l'égalité », plusieurs auteurs la définissent comme étant 'égalité d'opportunités' impliquant des mesures de correction des conditions initiales (Prévost 2011:59). Une telle notion d'égalité omet les conditions de parcours indispensables à la réalisation de toute aspiration à l'égalité entre individus soient-ils hommes ou femmes.

Quant à déterminer quelle définition arrêter pour la notion de droit, je me réfère au droit individuel ou collectif compris comme la faculté qu' a un individu ou une collectivité à réaliser et/ou à revendiquer quelque chose. Autrement dit, qu'il possède la capacité et la possibilité à juger et à décider.

Ces conceptions de la notion de pouvoir et d'égalité et de droit sont très académiques, exogènes au monde et au vécu des populations d'Achada Costa et de Levada. Dans le chapitre qui suit, je tenterai d'analyser ces conceptions de pouvoir, égalité et droit, telles que comprises et vécues par les femmes de ces deux villages en accord avec la grille d'analyse reconstruite (voir 2.5).

3.1. La notion de Pouvoir

« Nous avons de l'estime de soi car nous savons tenir notre maison » (Angélica).

« Ma fierté est la réussite de mon mari et de mes enfants, et savoir les garder à la maison. » (Celina).

Lorsque j'ai voulu interroger les femmes d'Achada Costa et de Levada sur leur(s) conception(s) du pouvoir, pouvoir dans la famille et dans la communauté, je fus surpris par la communauté de leurs réponses! Un observateur trop rapide aurait conclu à une concertation préalable. Aucune femme de ces deux villages n'envisage le pouvoir comme une possession ou une quête personnelle. Toutes le réclament ou le revendiquent dans un cadre collectif : celui de la famille ou celui de la communauté villageoise. Ainsi, la notion de "pouvoir intérieur" est-elle intrinsèquement liée au succès de la famille et au respect qu'engendre ce succès. Le succès familial s'évalue à la réussite scolaire des enfants, à la fidélité du mari, à son engagement dans la famille, à sa distance face à l'alcool et à sa capacité à ne pas jeter l'argent par les fenêtres. Ces aspects du succès familial sont les critères qui déterminent qu'une femme est "capable de tenir sa maison".

Même si certaines femmes affirment qu'après avoir vu le résultat de leurs négociations, elles ont gagné en confiance et acquis un peu de fierté, la plupart considère « capable de tenir la maison », l'évidence ultime de la réussite et du respect social.

La réaction de Manuela à mes questions montre comment le pouvoir est intégré dans l'esprit des femmes d'Achada Costa et de Levada. Mes questions portaient sur des questions de mobilité, de prises de décision concernant l'allocation des ressources, les investissements à faire, la possibilité à faire des choix à des fins personnelles. L'expression du visage qui accompagnait la réponse montrait, plus encore que les paroles, l'idée "Tu n'as vraiment rien compris". Voici sa réponse verbale :

« C'est quoi cette histoire de pouvoir ? Je gère ma maison et je choisis ce qu'on mange et j'achète les vêtements pour moi et pour ma famille et je vais à la messe sans problème et toi tu me demandes encore sur l'empoderamento ! ?. C'est quoi ça ? Je vais te dire à propos du pouvoir. Le pouvoir c'est de ne pas vendre sa récolte pour avoir la possibilité d'aider sa famille et pas dépendre et rester endettés vis-à-vis

d'autres familles. C'est aider les gens à résoudre leurs problèmes et ainsi avoir plusieurs amies. » (Manuela)

Penchons-nous sur les arguments de Manuela. Dans l'expression "Je gère ma maison", je perçois une forte affirmation de soi. J'y sens une grande satisfaction personnelle, une grande fierté, une haute estime de soi, la conscience d'une capacité à prendre les décisions nécessaires à l'activité de gestion. Je pense pouvoir affirmer que "pouvoir tenir sa maison" est source de "pouvoir intérieur" et de "pouvoir de...".

"J'achète les vêtements pour ma famille et moi" exprime la capacité à poser un acte, à participer à la gestion, et la question "qui prend la décision?" est évacuée, comme inintéressante, et paraît même gêner. L'affirmation "je vais à la messe sans problème" traduit sans doute un rapport au devoir accompli, une liberté et capacité de mobilité, et un lien avec la communauté. L'ajout des termes "sans problèmes" insiste sur la liberté de mouvement, mais indique par le fait même qu'une série d'obstacles est susceptible de limiter cette liberté, dans le chemin de l'« *empowerment* ». Je reviendrai sur la question de la liberté de mobilité au chapitre 3.3. sur la notion de droit.

On note, par ailleurs, que la notion de pouvoir est fortement liée à celle de la dette et du lien social. Ainsi, ce n'est pas le pouvoir du mari ou de l'épouse qui est fondamental mais celui de la famille par rapport à d'autres familles. Dans cette perspective, c'est la capacité économique (bonne récolte) et le capital social (des liens sociaux configurés par une relation de dettes) qui déterminent l'*empowerment* de la famille et, indirectement, celui de la femme. On remarque que la question de la 'décision' (quoi, quand acheter et combien affecter à chaque produit ou service) ne semble pas être un souci pour les femmes. Et pourtant, elles sont très exigeantes et strictes quant à l'utilisation de l'argent à des fins autres que le maintien du bien-être familial au point de rompre une relation en cas de défaillance du mari.

Par conséquent, le concept d'« empoderamento » économique qui prédomine chez les femmes de Levada et d'Achada Costa est celui de l'« empoderamento » économique de la famille et non celui de la femme. À vrai dire, l'idée d'un *empowerment* de la femme est véhiculée par des ONG et assimilée plus facilement par des leaders des associations que par les autres femmes dans la communauté. Même la formation professionnelle et la possibilité d'amélioration du revenu salarial qui en résulte sont essentiellement

comprises comme un « *empowerment* » familial car ces revenus renforcent le pouvoir économique du foyer.

« Ce n'est pas mon argent. C'est l'argent de ma famille. Nous décidons ensemble ce que nous faisons avec notre argent. Mes besoins sont ceux de ma famille » (Nanda, Joana)

C'est seulement chez les femmes qu'on remarque ce lien et l'incorporation du besoin des autres membres de la famille dans l'ensemble des besoins de la femme. En effet, les 4 hommes que j'ai pu interviewer font une séparation nette entre leurs besoins personnels et ceux de leur famille.

« Ma femme et les enfants ont leurs besoins et moi j'ai les miens, C'est pourquoi je ne peux pas lui donner tout mon argent » (Carlos, Manuel, João)

Dans ce contexte, la conception du pouvoir qui prédomine chez les femmes de ces deux villages est celle de « pouvoir à somme positive » (Léon 2003 :33, Charlier 2006 :56) car il vise justement l'augmentation du pouvoir familial. Selon Magdalena Léon, cette conception du pouvoir est fondamentale quand on parle d'« empowerment » et, dans ce cas, cette notion de l'empowerment des femmes ne devrait pas susciter de la résistance chez les hommes puisqu'il s'agit du pouvoir qui consolide le « pouvoir » du ménage dans la mesure où « le pouvoir que détient une personne fait augmenter le pouvoir disponible » (Léon 2003 : 33).

Cet esprit d'*empowerment* dans une perspective familiale ne peut, cependant, en aucun cas, être compris comme absence de tout conflit résultant du jeu du pouvoir au sein de la famille. En réalité, à Achada Costa et Levada, les femmes trouvent des astuces pour jongler entre les discours des ONG soucieuses d'un bon rapport sur l'évolution des relations du pouvoir homme/femme et leurs aspirations au statut d'une femme qui «est capable de tenir sa maison» . Cette gymnastique passe, souvent, par le transfert sur une autre arène – l'association du développement communautaire- de la discussion concernant des thèmes et questions que, pour des raisons diverses, une femme n'a pas su discuter avec son conjoint.

La stratégie ci-dessus décrite consiste à donner la parole à la femme « victime » au cours du débat et à renforcer son opinion par des interventions de soutien. Elle fait appel à la solidarité des autres femmes de l'association, qui savent très bien pourquoi certains sujets sont mis à l'ordre du jour, et fait connaître au mari la position de sa

femme. C'est que, dans les réunions d'assemblée générale, les femmes se sentent plus fortes et, en conséquence, acquièrent davantage d'aisance pour « remettre en cause les pratiques culturelles qui ont tendance à laisser la parole aux hommes » (Charlier 2011:175-176) et qui renforcent et perpétuent un système générateur d'inégalités entre hommes et femmes (Kabeer 2005 :94,304).

Un processus d'empowerment différent de celui que les ONG préconisent

Cette façon d'agir dans un but de provoquer des changements du rapport du pouvoir homme/femme s'inscrit dans ce que Léon (2003) et Charlier (2006) définissent à la fois comme « pouvoir qui invoque la solidarité et facilite des alliances en vue du changement 'pouvoir avec' qui nous renvoie à la capacité de transformer la conscience et de réinterpréter la réalité dans laquelle nous évoluons 'pouvoir intérieur' ».

En outre, cette solidarité démontre que le processus d'empowerment que les femmes d'Achada Costa e de Levada ont entamé ne dépend pas nécessairement d'une insertion sur le marché par le biais du microcrédit et qu'elles n'ont pas besoin du marché pour pouvoir utiliser leur imagination, pour acquérir la capacité à contester un ensemble de pratiques coutumières et pour proposer des mesures qu'elles jugent importantes afin d'améliorer la gestion de leur communauté et ou de leur familles.

De ce fait, d'une façon intelligente, elles « réfutent » les propositions exogènes du changement visant à les « libérer » du joug de l'homme et potentiellement génératrice de conflits conjugaux pour mettre en place un système nouveau qui donne le contenu (quoi et quand changer) et la trajectoire (comment, les étapes à suivre) du processus de changement qu'elles souhaitent. À vraie dire, la stratégie adoptée par les femmes d'Achada Costa et de Levada les ont rendues actrices du changement et donc incontournables dans le choix des options locales pour le développement. Ceci nous renvoie au cœur même des arguments du *local feminism* qui souligne l'importance de connaître la façon dont les femmes bâtissent et développent leur capacité d'action plutôt que d'apprendre si elles se voient comme soumises ou dominées. (Degrave 2011:78)

Cependant, de telles transformations ne peuvent avoir lieu que s'il y a « une transformation de conscience » (Charlier : 2006 :50 ; Léon :2003 :33) elle-même facteur et produit d'un processus d'empowerment voulu de l'intérieur.

Il ressort de ces faits que dans le vécu des femmes d’Achada Costa et de Levada, la question d’*empowerment* de la femme n’est pas à l’ordre du jour. Si l’on en parle, c’est parce que les ONG capverdiennes l’ont « imposé » dans le discours et, aux villages, les femmes sont « obligées » de jongler entre leurs priorités et intérêts de leur famille et celles des ONG.

Tableau 5: Répartition des interviewées selon leur déclaration du mode de contrôle du revenu du ménage

| Je contrôle | Il contrôle | Nous contrôlons |
|-------------|-------------|-----------------|
| 11 | 4 | 10 |

« Je contrôle » : dans cette option, les femmes détiennent la caisse et quand le mari a besoin d’argent pour ses dépenses personnelles il en demande à son épouse. À la question: « Dans le cas où il demande la somme ou plus que ce qu’il a apporté, tu réagis comment ? » Presque toutes ont répondu ne pas avoir eu ce problème. Ce modèle est celui qui protège le mieux la famille contre la précarité et correspond à celui où la femme est chef du ménage.

« Il contrôle » : Dans cette option, le mari détient la caisse et donne tous les jours un montant fixe à la femme pour les dépenses ménagères. À la question : « Et quand les prix montent, il fait comment ? » Très souvent, la réponse a été « il se met en colère et me demande de faire attention mais il finit toujours pour en donner plus.» Ce modèle est celui qui protège le moins contre le risque de la précarité et correspond au modèle où l’homme est chef du ménage ;

« Nous contrôlons » : dans cette option, il y a co-gestion du revenu. Les femmes affirment avoir un contrôle sur les dépenses personnelles de leur mari et ainsi finir par protéger la famille. J’ai appelé ce système « co-gestion » ou mixte.

3.2. La notion d'Égalité

À Achada Costa et Levada, « être égale » c'est ne jamais accomplir le devoir de l'autre au sein de la famille. C'est pourquoi dans ces deux villages on ne parle pas de la répartition des tâches dans le sens où la littérature l'a décrite mais plutôt de l'attribution des 'devoirs'. Isabel, membre de l'association, la pose d'une façon très claire quand elle avance qu'il n'y a pas d'égalité parce que les hommes ne soucient guère de nourrir leur famille. Selon elle, « *aujourd'hui la femme doit avoir plus de liberté et plus de droit que les hommes car c'est elle qui est chef de famille. On parle d'égalité. Il n'y a pas d'égalité ! Car c'est la femme qui nourrit la famille. Avant il n'en était pas ainsi.* »

Une des répercussions de cette conception des activités domestiques en tant que « devoir » est l'association travail/rémunération impliquant ainsi que « travailler » c'est, avant tout, avoir un salaire. Par conséquent, dans la perspective des habitants de ces deux villages, les femmes aux foyers ne travaillent pas. En effet, la plupart des femmes considèrent qu'elles ne travaillent pas parce que l'Association Communautaire du Développement d'Achada Costa et de Levada n'a pas de projet à mettre en place. Ainsi, Angélica que j'ai rencontrée au moment où elle faisait la récolte du bois de cuisson m'a dit :

« Je vis du miracle du Ciel car, en ce moment, je ne fais rien. L'Association n'a pas de travail à nous offrir »

Quand je leur ai posé la question sur comment et qui fait la répartition des 'devoirs' (toutes activités au sein ou à l'extérieur du ménage visant le bien-être familial), elles étaient toutes très laconiques et la réponse se limitait à « foi sempre assim » « ça a toujours été comme ça » ou alors « a minha mãe fazia a mesma coisa » « ma mère faisait ces choses-là déjà »

Ces réponses ne signifient en aucun cas qu'elles n'ont pas la conscience qu'il y a là quelque chose d'inégale dans la distribution des « devoirs » domestiques dans les couples. Cardoso, leader de l'Association d'Achada Costa et Levada, considère que la femme n'a pas besoin de toujours mettre la table pour son conjoint et que celui-ci peut se servir lui-même directement dans la casserole. Andresa, pour sa part, considère que « *le repassage devrait être partagé à tour de rôle ou les hommes devraient au moins s'occuper de leurs vêtements* »

Le sens du devoir suppose implicitement une relation de complémentarité dans le couple et « *on espère que chacun fasse sa part pour que la machine tourne* » (Milita). De ce fait, les femmes ne voient pas la distribution des « devoirs » comme le résultat d'une domination/soumission. Leur colère trouve sa source dans le fait que le mari ou compagnon manque à ses responsabilités au sein du foyer. Et ceci d'autant plus que les femmes cherchent du travail à l'extérieur pour « *élargir la marge de sécurité de la famille* » (Andresa). C'est ce que Lucinda démêle en affirmant que l'un apporte le dîner et l'autre le souper (§2.4.2). La notion d'égal, du juste et de l'injuste trouve son sens dans cette complémentarité/défaut du conjoint et non pas dans le volume du travail domestique. Et ceci même, comme signalé ci-dessus, si les femmes attestent souvent qu'elles aimeraient que leur mari n'attendent pas pour être servi.

Dans ce contexte comment utiliser le critère de « distribution égale des tâches ménagères » comme évidence de l'empowerment des femmes ainsi que l'a proposé Kabeer? (Kabeer :1999 :24). Or, comme s'interroge également le *local feminism*, est-il pertinent d'exporter le concept de « division sociale du travail » dans les villages observés ?

Quand j'ai proposé des questions sur l''égalité en droit' (mobilité, intégrité physique et morale) toutes les femmes ont reconnu que dans ce domaine il y a beaucoup à faire mais qu'il ne faut pas chercher 'égalité en droit' partout car certaines choses salissent la femme et sa maison. Il s'agit en l'occurrence de la revendication du droit à un deuxième mari puisque les hommes ont presque tous une deuxième femme.

« *On ne peut pas bâtir une maison avec deux hommes. En plus, d'un homme qui a deux femmes on dira qu'il est séducteur mais quand il s'agit d'une femme on l'appellera autre chose.* » (Gisela)

Cette inégalité résulte du fait que l'image d'une famille, d'un foyer c'est celle de la femme et, en conséquence, rend l'infidélité féminine beaucoup plus condamnable que celle d'un homme. Il s'agit en fait d'un problème national et, donc, pas du tout spécifique aux villages d'Achada Costa et de Levada.

En ce qui concerne la mobilité, elle reste encore très conditionnée à l'utilité du déplacement. Ainsi, une femme peut quitter le foyer, par exemple, pour aller travailler car ceci implique plus de revenus pour la famille. Elle peut aussi amener les enfants au

centre de santé, etc. Mais en dehors de ces activités utiles, elle a tout intérêt à rester à la maison. Cette obligation n'est pas considérée par les femmes comme étant une inégalité absolue vis-à-vis de l'homme car une absence du foyer peut compromettre l'accomplissement de certains « devoirs » ménagers et donner l'image d'une femme qui ne s'occupe pas de sa maison.

« Une femme doit avoir son assise dans la maison. Elle doit être posée et pas vagabonde » (Ludmila, Sandra)

Cependant, s'il y a une certaine complaisance des femmes par rapport à ce qu'un regard extérieur peut considérer comme 'inégalité', elles sont, par contre, très revendicatives et, littéralement en colère quand elles parlent des inégalités de salaire perçu sur le chantier.

« Je ne comprends pas pourquoi un mètre carré de pavement fait par moi vaut moins que celui fait par un homme ou que les centaines de trous que je fais valent moins que ceux faits par un homme. » (Teresa)

Quant à la réciprocité face au manquement d'un des conjoints, les femmes d'Achada Costa et de Levada sont ambiguës. Elles condamnent toutes le principe de la punition (certaines m'ont dit : « je le mettrai dehors ! ») mais considèrent tolérable, voire acceptable qu'une femme qui est très absente et qui ne s'occupe pas de ses enfants mérite de la ceinture. Et, quand c'est le mari ? Je leur demande. La réponse fut soit un sourire soit un silence suivi de : « tu veux qu'il parte ? »

3.3. La notion de Droit

Quant au droit, il est souvent associé et dépendant du 'devoir'. Pour la plupart des femmes interviewées le droit ne peut pas être revendiqué dans un contexte du non-respect du « devoir de femme ». Quand je les ai confrontées à cette vision très locale avec le devoir du respect, par l'homme, de l'intégrité physique de la femme, leurs réponses furent, comme déjà dit, ambiguës. Et cette ambiguïté relève d'un souci de préservation du ménage et de la peur d'être seule car au Cap Vert, « une femme a besoin d'un homme à son côté pour avoir la reconnaissance sociale » (Grassi :2003 :170)

Le droit à se déplacer sans demander l'autorisation est conditionné à un « devoir » de retour à temps de préparer le repas du midi ou du soir pour le mari et les enfants. 14 des 25 femmes interviewées considèrent acceptable que le mari punisse physiquement leur femme si elle rentre systématiquement à la maison dans des heures qui ne lui permettent pas de préparer le repas pour que les enfants aient à manger avant d'aller à l'école ou le mari, avant de partir au travail le soir, gardien nocturne par exemple.

Ce droit à la punition relève de « la reconnaissance tacite par les femmes de l'autorité des hommes sur leur conjointes, mais depuis 2005 il y a du changement même si aujourd'hui encore il y a des femmes qui demandent l'autorisation à leur mari pour pouvoir sortir» (entretien avec Rosabal). Pour la plupart des féministes capverdiennes, la violence qui résulte de cette situation est une conséquence directe du manque d'estime de soi (Grassi 2003:171)

« Je donne le meilleur à mon mari pour manger » (Fátima)

Les inégalités homme/femme sont encore plus marquantes dans une situation de pénibilité temporaire ou permanente de la vie et se traduit souvent par un meilleur morceau de viande ou de poisson pour l'homme, quand il y en a, ou alors par une assiette mieux remplie. Ce comportement se vérifie même quand l'homme a une deuxième femme.

Quand j'ai posé la question : « pourquoi tu agis de cette façon ? », je me suis trouvé devant un mur de silence. Mais il n'a pas été difficile de découvrir que derrière ce silence se cache une colère très forte et un sentiment d'injustice. Fátima, par exemple, à propos de son mari, m'a dit à plusieurs reprises « il n'a rien à réclamer, je laisse le meilleur pour lui. ». C'est à ce niveau que les ONG doivent mettre la main à la pâte bien avant de se soucier de la division sexuelle du travail ménager.

3.4. Destins croisés, parcours de vie

Encadré n° 1

Je m'appelle Inês Lopes Tavares et j'ai 67 ans. J'ai perdu mon père à l'âge de trois ans. Ma mère était handicapée. À 9 ans, j'ai commencé à travailler dans les Chantiers (Faimo) et mon travail consistait à transporter le terreau pour les plantations. Ce que j'ai gagné alors était très peu mais aidait beaucoup ma mère à nous nourrir.

Avec une partie de l'argent de Faimo, j'ai acheté deux poussins que j'ai élevés chez moi. À l'âge de 20 ans, je quitte le chantier. Pour mes 20 ans, j'ai donc deux poulets. Je les vends au prix de 80 escudos au total. Avec cet argent, j'achète chez les agriculteurs deux sacs de choux verts que je vends en ville. Le premier jour, j'obtiens 350 escudos et le deuxième jour 470 escudos sur le marché des fruits et légumes. Le lendemain, une amie, Manuela, m'informe qu'il y a beaucoup de maquereaux sur la plage des pêcheurs. J'achète alors un panier de poisson pour 250 escudos que je vends en Ville pour 1500 escudos.

Avec cette somme, j'achète 4 sacs⁹ de maïs et 3 de haricots. Je commence ainsi le commerce des produits agricoles. Et je me marie ! À l'âge de 27 ans, mon mari émigre à Lisbonne et, plus jamais, je ne le vois ni entends parler de lui. Seule, j'élève mes 4 enfants en faisant du commerce des produits agricoles.

Un jour, il m'est venu à l'esprit de créer avec d'autres femmes du village une association de danse traditionnelle. Dans notre groupe, on parle de tout et je découvre que beaucoup de membres a des difficultés énormes. Je propose aux membres d'intégrer notre groupe de danse dans l'association communautaire du développement et je suis devenue membre de la direction.

Mon travail au sein de l'association m'ouvre des portes qu'auparavant je ne pensais même pas approcher. Des politiciens et des ONG me parlent, me posent des questions et me rendent visite. J'utilise ces relations pour aider les gens de mon village. De ce fait, on me dit que je suis une femme influente et pleine de pouvoir mais ce que je sais c'est que j'ai surtout du plaisir à aider mon village.

⁹ Un sac de maïs ou d'haricot équivaut à 50kg

Encadré n°2

Moi, je m'appelle Bibinha Cardoso, j'ai 48 ans. À l'âge de 7 ans mes parents m'envoient chez mes grands-parents pour que je puisse les aider. À l'âge de 12 ans, mon frère et moi concluons l'école primaire mais mes parents décident que seulement mon frère ira étudier en ville. Ainsi, à 14 ans, je travaille chez le curé du village et à 20 ans je perds ma mère. Dès lors, mon père me demande de rentrer pour que je puisse m'occuper des affaires de la maison.

À l'âge de 25 ans, je commence à travailler dans les Faimo et mon travail consiste à prendre les présences. Ce poste me permet de rencontrer beaucoup de femmes chefs de famille car 75% des travailleurs du chantiers étaient des femmes. Il y avait à ce moment une grande pauvreté. Avec l'argent des Faimo, j'achète des porcs et poussins et je me dédie à l'élevage de porcs et poulets. Le commerce de la viande de porc et de poulet renforce les fonds pour mon négoce d'élevage. Après la mort de mon père, je reçois une parcelle de terrain comme héritage et maintenant je fais l'agriculture et l'élevage.

À l'âge de 26 ans j'ai mon premier fils et je quitte la maison de mon père. À cause de cette grande pauvreté, un groupe d'agriculteurs crée une association des agriculteurs d'Achada Costa et Levada. Au fur et à mesure que le temps passe, on voit que les problèmes dans notre village persistent. Nous décidons dès lors à transformer notre association d'agriculteurs en Association communautaire du développement.

Un jour, dans une réunion d'assemblée générale, notre Président José Antonio démissionne parce qu'il allait faire une carrière politique. Les membres s'agitent car José Antonio faisait un bon travail. À la main levée on me choisit pour occuper la place de Présidente car les hommes ne voulaient pas des fonctions non rémunérées.

J'ai hésité à cause du travail à la maison. Heureusement mon mari décide de m'aider à accomplir mon devoir à la maison même si ceci est cause de moqueries de la part de ses amis. Grâce à son aide, j'ai pu reprendre mes études secondaires et m'occuper des affaires de l'association. J'envisage de faire des études professionnelles en agriculture. Aujourd'hui, je cherche des financements pour des projets communautaires. Je suis connue à la Ville et c'est grâce à ces connaissances que j'ai pu trouver des fonds pour construire des réservoirs communautaires d'eau et des citernes familiales. Mon plus grand succès c'est d'avoir contribué pour que les enfants et les jeunes puissent avoir un transport scolaire.

3.5 Sources et processus d' « empowerment » à Achada Costa et Levada

Comme déjà signalé aux chapitres précédents, le concept d' « *empowerment* » qui prédomine dans la société capverdienne est celui de « pouvoir économique » comme préalable à d'autres formes d'*empowerment* à savoir l'*empowerment* social et politique. Cette vision est accentuée par la recherche de la réduction de la pauvreté car « les femmes ont une disposition naturelle à protéger leur enfants » (entretien avec Rosabal). À ce propos, Moniz, directeur exécutif de la Plateforme des ONG témoigne : « *en lui demandant des informations sur sa situation, une femme nous a répondu 'ne me demandez pas qu'est-ce que je fais ou avoir fait dans la vie. Pour mon enfant, j'ai tout fait et je ferai tout'* » (Entretien avec Moniz).

Et, par conséquent, les institutions essaient, tant bien que mal d'imprimer le concept d'*empowerment* économique dans l'esprit des femmes des villages d'Achada Costa et de Levada. Nous avons vu dans les paragraphes précédents comment la conception très urbaine de pouvoir, d'égalité et de droit se heurte à des pratiques et aux certitudes des villageoises d'Achada Costa et de Levada, et comment ce décalage entre ce que les ONG proposent et les attentes des femmes, en termes de « pouvoir », d'égalité et de droit conduisent les villageoises à une ingénierie d'équilibre.

Dans cette partie du mémoire, je décrirai et j'analyserai les sources des trois dimensions du pouvoir indiquées dans la grille donnée ci-dessus (§2.5). J'analyserai comment les Chantiers à haute intensité de la main d'œuvre, les activités commerciales et l'association communautaire du développement deviennent à la fois les sources et les déterminants du processus d'acquisition de pouvoir pour les femmes d'Achada Costa et de Levada.

3.5.1. Les Chantiers à haute intensité de main d'œuvre : Les Faimo

Les autorités publiques, la plupart des ONG et les analystes considèrent les Faimo comme « une aspirine qui apaise la douleur sans, cependant, se préoccuper de la cause de la souffrance » (Idalina). Vu sous cet angle, les Faimo apparaissent comme un outil qui sert à éviter la famine généralisée mais qui n'offre aucune perspective pour l'avenir. Cette lecture n'est pas celle des femmes d'Achada Costa et de Levada qui considèrent les Faimo comme « *une opportunité réelle et sérieuse pour [leur] survie et l'amélioration de [leur] vie quotidienne et ceci surtout après [qu'elles aient] offert des parcelles de [leur] terrain agricole pour la construction de (« estrada ») la route* » (entretien avec Fátima, Cardoso, Inês, Manuela et Angélica). « La suspension des Faimo est source de grandes souffrances. » (Lucinda, Gisela)

Pour les femmes d'Achada Costa et de Levada, les Faimo n'apportent pas que des revenus. En effet, les travaux de conservation et de reboisement des périmètres forestiers d'Achada Costa ainsi que la construction de la route, par exemple, ont contribué à une augmentation du temps disponible et à un allègement des tâches ménagères. En effet, ces travaux « *permettent aux femmes de faire la récolte du bois près de la maison* » (Angélica) et d'être approvisionnées en eau par le camion de la municipalité. En fait, « *une fois la construction de la route conclue, nous avons demandé que le camion d'eau puisse aussi venir apporter de l'eau car on commençait à souffrir du mal de dos du fait d'avoir monté cette colline avec 20 et parfois 50 litres d'eau sur la tête* » (Manuela).

Nha Filipa parle plutôt des Faimo comme d'un moyen de sécurisation « *m'ayant assuré un salaire, avec lequel j'achetais toujours un sac de maïs (50 kg), ayant mis fin au transport sur la tête et ayant facilité le commerce de mes produits* ».

En outre, dans les années 1980, les Faimo ont permis aux femmes d'accéder à des formations en maçonnerie pour la construction de murs, le pavement des routes, et en fabrication de gabions mais surtout, ils leur ont permis d'accéder aux postes de contrôleuses et d'adjointes du superviseur.

« *Moi, j'ai appris à faire tous les travaux de maçon mais personne n'a encore osé me confier la construction de sa maison parce que je suis une femme* » (Teresa).

L'exercice de ces activités jadis réservées aux hommes se traduit par une augmentation du salaire des femmes même si celui-ci reste toujours « *inférieur à celui perçu par les hommes* » (Teresa, Rosabal).

Malgré le fait que le salaire perçu dans les Faimo reste dérisoire, les femmes parviennent à utiliser une partie pour investir dans l'élevage familial de porcs et de poulets. « *Le salaire des Faimo était insuffisant pour un négoce important mais permettait l'élevage de porcs et de poulets* » (Cardoso, Joana). Ces investissements représentent, en fait, une forme alternative d'épargne et constituent un refuge en cas de défaut de paiement par l'administration. « *Ces élevages nous permettent de survivre et de nourrir notre famille quand il y a un retard dans le paiement* » (Cardoso, Nha Filipa, Teresa et Zenaida).

À ce propos Zenaida déclare :

« *C'est pourquoi j'ai décidé de demander du crédit auprès de Caritas pour redémarrer puisque l'argent que j'ai gagné dans le commerce du porc fut utilisé pour nourrir mes enfants... Avec ce crédit, une partie fut affectée dans l'élevage du porc et l'autre j'ai décidé de faire de la revente des légumes.... C'est comme ça que je me suis trouvée dans la « ravidância »¹⁰ de légumes. »*

Joana décide autrement et affirme :

« *Quand j'ai vendu les porcs et les poulets, j'ai pris l'argent et je suis allée à la Ville de Praia où j'ai acheté du riz, de l'huile et bien d'autres produits importés et je les ai revendus ici au village* »

Cependant, contrairement à ce que je croyais, l'accès à ces revenus n'est pas, pour la plupart des femmes en couple, un déclencheur d'estime de soi et de confiance en soi. Ces derniers sont, comme nous le verrons plus tard, fonction du sens et de l'évaluation de chaque femme sur sa capacité à « *bien tenir sa maison* ». (Nanda, Zenaida, Isabel, Manuela). Et pourtant, pour les femmes qui élèvent seules leurs enfants, avoir son propre revenu est motif de fierté.

Ainsi, selon la perspective des femmes d'Achada Costa et de Levada, la recherche d'un revenu extérieur ne peut se comprendre autrement que comme un des moyens, parmi

¹⁰ Terme capverdien qui signifie revente

d'autres, récolte du bois ou surveillance des enfants, par exemple, visant à assurer la mission féminine de "tenir sa maison" en assurant le bien-être familial.

« *Ça ne sert à rien d'apporter de l'argent et négliger tout le reste au point de perdre son mari ou de compromettre l'avenir de ses enfants* ». (Lucinda, Nanda, Ludmila, Isabel et Joana).

Néanmoins, ces femmes ne sont pas naïves et revendiquent une contribution financière de leur mari et se disent peu disposées à nourrir un « desgraçado. »¹¹ (Isabel). Certaines vont jusqu'à la séparation.

« *Chaque fois que je recevais mon salaire ou avais vendu un porc mon mari me donnait moins d'argent pour la journée. J'ai vu qu'il démissionnait de sa fonction de mari, alors je lui ai demandé de partir. Ce ne fut pas difficile parce que la maison m'appartient. Je l'ai reçue après la mort de mon père.* » (Teresa).

À ce propos, Fátima affirme que :

« *aujourd'hui les hommes ne donnent pas tout leur salaire aux femmes. Mon mari me rend une partie de ce qu'il gagne. Je pense que c'est dû au fait qu'ils ont plus qu'une femme et qu'ils ne sont plus chefs de ménage.* »

Fuka et Nha Filipa, pour leur part, se sont séparées de leur mari respectif parce que « *tout le salaire était dépensé avec les amis dans la consommation d'alcool et il est devenu violent.* »

Ces exemples montrent que, même si l'image de l'homme gagne-pain est en train de disparaître, il est encore bien présent dans l'imaginaire des femmes car leurs attentes vis-à-vis de leur conjoint comporte encore le « devoir de nourrir sa famille » (Teresa, Isabel). Et surtout, que le revenu de la femme ne peut, en aucun cas, signifier une occasion pour que l'homme se soustrait à son devoir de mari.

La formation professionnelle acquise sur les Chantiers (Faimo) a, pour sa part, souvent débouché sur des emplois stables, soit dans les communes, soit dans les structures du Ministère du Développement Rural ou du Ministère des Travaux Publics.

¹¹ Littéralement un dépourvu ou un qui dépense ses ressources dans d'autres choses que le bien-être de sa maison

« Dans les Faimo, j'ai appris à m'occuper des pépinières forestières et un jour quelqu'un m'a proposé de travailler dans les pépinières de l'INIDA (Institut National de Recherche et du Développement Agraire . J'ai accepté et ainsi j'ai aujourd'hui un travail fixe.» (Fátima)¹²

Les Faimo ne furent donc pas seulement une source de revenu de subsistance. Ils ont aussi été le moyen à travers lequel certaines filles ont pu continuer à étudier.

« quand j'ai terminé la sixième primaire, j'avais 15 ans et je ne pouvais pas m'inscrire au lycée de l'État. À l'âge de 19 ans, j'ai voulu reprendre mes études et puisque mes parents n'avaient pas de moyens, je suis allée demander du travail dans les Faimo. Avec le salaire que j'ai gagné, j'ai pu reprendre mes études secondaires.» (Milú)

En outre, le fait que le travail sur les Chantiers était souvent structuré sous forme d'« empreitada »¹³ permettait aux femmes de rentrer tôt à la maison ne les empêchant pas, ainsi, de réaliser les tâches domestiques ou de chercher un deuxième boulot.

« Souvent, après le travail dans les Faimo, j'allais travailler dans la récolte du sable pour la construction civile ou laver les vêtements des voisins ou encore je vendais des bananes... Un jour, cependant, après une « empreitada », j'ai décidé de défricher un terrain près de chez moi afin d'avoir une « legrete »¹⁴... Puisque mon legrete fonctionnait bien, j'ai défriché, plus loin, de nouveaux terrains pour avoir une culture irriguée. Au moment où, moi et mes enfants, nous avons commencé la construction du mur, le propriétaire du terrain est venu et m'a demandé un loyer de 2000 escudos par an...J'ai continué à travailler dans les Faimo jusqu'au jour où j'ai eu une bonne récolte. Ce jour-là, j'ai quitté Faimo et je suis devenue indépendante. Depuis, je me consacre à la production et au commerce des produits agricoles. » (Nha Filipa).

Finalement, le Chantier fut pendant longtemps un lieu de rencontre et d'échange. En effet, *« en plus du revenu, Faimo a permis aux femmes de travailler en dehors du foyer et de se retrouver en dehors des espaces traditionnels comme la messe, les funérailles et les fêtes des saints patrons »* (Entretien avec Moniz directeur exécutif de la Plateforme des ONG). Ce fut sur le chantier que les femmes d'Achada Costa ont parlé

¹² Ces femmes affirment cependant qu'elles ne gagnent pas plus qu'avant

¹³ Le travailleur reçoit une tâche et une fois cette tâche réalisée il peut rentrer chez lui.

¹⁴ Parcelle agricole dédiée uniquement à la subsistance de la famille

et discuté de leur situation et ont décidé collectivement de céder une parcelle de leurs terres agricoles pour la construction des routes. Cette décision est révélatrice d'une prise de conscience et de la volonté de reprendre en main le processus participatif du développement du village.

Tableau 6 : Situation socio-professionnelle des interviewées après la suspension des Faimo

| Dépendantes encore des Faimo/ACD | Travail à la commune | Production/commerce agro-élevage | Total |
|----------------------------------|----------------------|----------------------------------|-------|
| 9 | 3 | 13 | 25 |

Tableau 7: Nombre des interviewées qui déclarent avoir appris un métier dans les Faimo

| Aucun métier | Maçon (construction de mur et pavement) | Soin Pépinière forestière | Total |
|--------------|--|---------------------------|-------|
| 8 | 12 | 5 | 25 |

3.5.2. Les activités commerciales et agricoles

Les produits de la vente de porcs et des poulets sont, quand la situation familiale le permet, souvent réinvestis dans la production ou le commerce des produits agricoles. C'est le degré de la réussite de ce commerce qui détermine la décision de choisir ou pas une alternative de revenu aux Faimo. (voir encadré n° 1)

En effet, d'après Milú, membre du conseil de la direction de l'Association Communautaire du Développement, « *l'élevage et le commerce de poulet et de porcs, initialement prévus uniquement pour la subsistance de la famille, rendu possible grâce au salaire des Faimo ont entamé un processus de transformation qui a abouti dans le changement du regard que la femme porte sur elle. C'est que notre fierté est de réussir à assurer que nos devoirs de femmes soient réalisés et l'image de notre famille soit préservée puisque de cette réussite dépend le respect que nous aurons dans la communauté.* »

Il ne fut, cependant, pas toujours ainsi puisque « *on était isolé du monde et il n'y avait pas d'épicerie ici au village car aucune voiture ne venait jusqu'ici. La vie était pénible. Les femmes enceintes ou malades étaient transportées par quatre hommes sur une chaise kate*¹⁵. *C'est pourquoi nous nous sommes réunies et nous avons donné une parcelle de nos terres pour la construction de la route.* » (Fátima, Manuela, Celina, Cardoso, Inês, et Angélica)

La route a permis aux femmes qui se dédient à la production et au commerce des produits agro-élevage de faire le saut en faisant le commerce entre Achada Costa/Levada et la Capitale du pays. Ce n'est pas par hasard que le Programme National de Lutte Contre la Pauvreté a, pendant la troisième phase (2008-2010), construit 44 routes dans le seul but de désenclaver les communautés facilitant ainsi le commerce et la mobilité. (PNLP :2012)

N'ayant pas le droit d'accès au marché des fruits et légumes de la Ville de Praia, les femmes d'Achada Costa/Levada vendent des produits agricoles et des œufs frais aux femmes « *rabidantes* »¹⁶ en Ville. Le résultat de la vente est réinvesti dans l'achat des biens de consommation d'importation (riz, pâtes, huile, allumettes, beurre, lait ; matériel scolaire, produits d'hygiène etc.) qui sont revendus aux habitants du village.

« *Je suis fournisseur des 'rabidantes' en ville mais aussi fournisseur de mon village* » (Joana, Zenaida)

Cette pratique commerciale augmente la marge des productrices-vendeuses d'Achada Costa/Levada et a surtout établi un lien et une certaine complicité entre elles et celles de la Ville de Praia au point que les unes et les autres refusent de vendre ou d'acheter chez les concurrentes. Cette complicité dépasse le cadre commercial pour se traduire en aide ou soutien administratif et parfois même en invitation pour que l'une ou l'autre devienne marraine d'un enfant.

« *En effet, je ne vends mes produits qu'à une clientèle qui m'est fidèle et, quand j'ai besoin d'aide que ce soit pour l'achat d'un médicament ou pour résoudre un problème administratif elle est prête à m'aider* » (Zenaida).

¹⁵ Chaise identique à la chaise de plage

¹⁶ Personnes qui exercent l'activité informelle de revente

À ce propos, la Présidente de l'Organisation des Femmes du Cap Vert (OMCV) affirme que *« le commerce de 'ravidância' donne force et sécurité aux femmes du Cap Vert en leur assurant les moyens de subsistance tant dans le milieu urbain que rural et a permis des échanges commerciaux entre les femmes de la ville et celles de la campagne, provoquant ainsi une complicité entre elles. »*

3.5.3 L'Association Communautaire du Développement

Dans le contexte où l'« empowerment » économique des femmes recherche essentiellement la réduction de la pauvreté, l'Association Communautaire du Développement d'Achada Costa et Levada joue un rôle crucial aussi bien dans la définition des priorités locales que dans la répartition des ressources et des opportunités d'emploi. Ce rôle est d'autant plus important que la façon dont la mise en place de la politique de lutte contre la pauvreté est envisagée implique que les « pauvres soient intégrés dans un espace collectif de réflexion et de recherche de solution aux défis communautaires ». (PNLP :2012)

« Quand il y a un financement , je vote, selon ma conscience, à la faveur des plus démunis, même s'il s'agit d'un emploi ou d'une formation que j'aimerais avoir. C'est la même chose pour choisir les bénéficiaires des réservoirs et des citernes familiales » (Andresa, Celina, Teresa)

Cette solidarité qui est, comme j'ai pu le constater pendant l'entretien, indubitablement une source d'estime de soi et de confiance en soi montre que l'empowerment « [s'intègre] dans un processus où entrent en jeu la communauté, la coopération et la solidarité [entre les individus] » (Léon :2003 :31)

Ainsi, à Achada Costa et Levada, l'association est devenue un espace de formation et de débat où l'on négocie et prend les décisions sur la nature du changement nécessaire à un meilleur bien-être pour le plus grand nombre et, en conséquence, un espace où les femmes, en faisant bon usage de la loi du nombre, parviennent à faire passer leur vision et priorité à l'ensemble de la communauté. «Ces formations et débats au sein de [l'association] les arment pour aller plus loin dans le processus de construction et d'affirmation de leurs idées » (Charlier 2011: 175)

Il n'est pas œuvre du hasard, par exemple, que les premières infrastructures construites à Achada Costa furent un réservoir d'eau communautaire, lié aux citernes familiales par un réseau de canaux de distribution.

Par ailleurs, l'association communautaire est l'espace vers où s'effectue le transfert des problèmes et des situations potentiellement conflictuels du foyer. Ce déplacement se fait sans affecter la réputation du mari et transforme l'association dans une arène où les femmes se sentent plus solidaires et, par conséquent, beaucoup plus fortes pour aborder et faire face à des problèmes conjugaux en public.

En effet, tout en parlant entre elles, des « failles » de leur mari par rapport à leurs propres attentes, les femmes parviennent à aborder les questions délicates, telles que l'existence d'une deuxième femme, la violence conjugale, l'alcoolisme, la non-participation du mari dans les dépenses familiales, sans jamais mentionner un cas précis mais en soulignant fortement que « l'homme qui fait ceci ou cela » n'est pas digne de la moindre considération.

« Ma voisine, celle qui, hier, vous a montré ma maison, elle nous a raconté ses souffrances et nous nous sommes arrangées pour mettre certains thèmes à l'ordre du jour de notre assemblée générale...Son mari n'a rien dit ce jour-là mais il a changé depuis. » (Angélica)

Selon la perspective des partisans du *local feminism*, cette complicité entre les villageoises montre, qu'en dépassant les barrières traditionnelles, les femmes parviennent, dans le respect de leur tradition, à attribuer une nouvelle signification à la prise de parole en public de manière à ce qu'elles puissent exercer leur droit et intervenir dans les espaces collectifs sans être stigmatisées. (Degrave 2011:77)

En outre, l'Association est une porte d'entrée des ONG et des institutions publiques dans les villages et, en conséquence, un partenaire privilégié et indispensable pour négocier les formes de contrepartie que la communauté est prête à donner. En fait, *« dans le cas d'Achada Costa et de Levada, l'Association est devenue un interlocuteur qui fait l'interface entre les ONG et la population »* (Entretien avec Moniz)

Il faut, cependant, souligner que le cas de l'Association d'Achada Costa et Levada est très particulier, dans la mesure où les femmes sont majoritaires et possèdent une bonne

maîtrise du processus de décision. Comme le montre le tableau ci-dessous la majorité des associations communautaires de développement sont gérées par les hommes.

Tableau 8 : Fonction de direction dans les Associations Communautaire du Développement selon catégorie (%)

| | Président | | Vice-Président | | Secrétaire | | Trésorier | | Membre votant | |
|--------------------|-----------|------|----------------|------|------------|------|-----------|------|---------------|------|
| | H | F | H | F | H | F | H | F | H | F |
| Conseil directif | 75,2 | 24,8 | 63,4 | 36,6 | 51,3 | 48,7 | 50,3 | 49,7 | 51,4 | 48,6 |
| Assemblée générale | 77,6 | 22,4 | 55,6 | 44,4 | 41,3 | 48,7 | | | 43,1 | 56,9 |
| Conseil fiscal | 80,7 | 19,3 | 61,4 | 38,6 | 48,1 | 51,9 | | | 60,8 | 39,2 |

Source : élaboré par l'auteur à partir de données obtenues dans le Programma National de Luta Contra a Pobreza 2012

3.6 Pouvoir de négociation et rapports hiérarchiques

Pour sortir les villages de l'isolement et de la pauvreté, le gouvernement et le Plan National de la Lutte Contre la Pauvreté ont souvent choisi la construction des routes en offrant du travail aussi aux femmes. Celles-ci ont ainsi l'occasion d'avoir un revenu qui leur appartient et duquel elles décident souvent seules son application. Il en résulte concrètement pour la femme une diminution de la dépendance vis-à-vis de son mari et une amélioration accrue du pouvoir de négociation c'est-à-dire d'influencer, par la réflexion, le choix familial.

Ce pouvoir de négocier aboutit à ce qu'une part plus importante du revenu du ménage soit alloué au bien-être familial notamment dans l'acquisition de biens alimentaires, un peu plus nutritifs, des vêtements et du matériel scolaire. C'est justement en vertu de ce constat qu'au Cap Vert, les ONG et les institutions publiques parient sur l'*empowerment* économique des femmes pour réduire la pauvreté. En effet, les ressources dans les mains des femmes sont d'abord utilisées pour le bien-être des enfants (Entretien avec Rosabal ; Kabeer : 2005 :203-204, Falkingham, et Baschieri 2009:50, Prévost 2011:34). Il en résulte une réduction du risque de la malnutrition et de l'abandon scolaire. Ceci peut se traduire dans une possibilité d'émancipation des filles si d'autres facteurs tels que l'habitude alimentaire, le divorce,

l'immigration des parents, et le chômage n'occasionne pas une malnutrition qui débouche en abandon scolaire¹⁷.

La négociation prend souvent la forme d'une revendication : « *Ce n'est pas parce que je travaille qu'il va fuir ses responsabilités de père. À quoi bon alors travailler ?* » (Teresa). Autrement dit : le fait que la femme travaille à l'extérieur ne dispense pas son mari de lui être complémentaire.

Il ne s'agit donc pas d'une négociation pour changer en substance la relation de pouvoir existante entre les conjoints mais pour que l'époux ne démissionne pas. En effet, ce qui est présent dans l'esprit des femmes, c'est d'abord et avant tout l'empowerment de la famille dans un but précis : la sécurité du ménage contre la précarité. De ce fait, l'essentiel du choix que les femmes font est conditionné par cet objectif qui consiste à vaincre la pauvreté.

Négocier pour que chacun accomplisse son devoir

Ce n'est donc pas une négociation revendiquant un incrément du pouvoir personnel mais plutôt celui du ménage car le pouvoir est envisagé en termes collectifs et dans un but sécuritaire. La rupture dans le cas de fongibilité prouve ô combien les femmes valorisent la question de subsistance de leur famille. Le pouvoir à négocier concerne, en conséquence, comment et en quoi les revenus doivent être appliqués. Ce pouvoir est souvent jugulé par le souci de préserver l'image d'une femme qui est « *capable de tenir sa maison* ». Ce concept inclut (malheureusement ?) garder son mari à la maison. C'est dans cette perspective qu'on doit comprendre la question qui m'a été posée et soulignée à la fin du § 3.2 « *tu veux qu'il parte ?* ». Ceci nous renvoie à la proposition de Degrave (2011) et à celle de Charlier (2006) (voir 1.5.1) d'analyser tant l'empowerment comme le processus qui le génère à partir de la réalité locale en tenant compte des coutumes et traditions. Il faut donc saisir comment ces traditions évoluent et dans quelle mesure cette évolution affecte le changement du rapport de pouvoir homme/femme. Dans ce cas-ci, c'est la reconnaissance sociale différenciée entre une femme seule et une femme avec un compagnon/mari qui constitue l'obstacle à une évolution positive (voir 3.2 et 3.7).

¹⁷ décortiquer la part du revenu dans l'explication sur ces phénomènes dépasse le cadre de mon mémoire.

C'est tout aussi dans cette perspective qu'on doit comprendre et analyser la notion d'égalité qui consiste à ce que chacun fasse sa part. Ainsi, le supplément salarial qu'offre l'emploi à l'extérieur est vu comme un complément à l'apport de l'époux. Ce principe d'égalité basé sur une relation de complémentarité oriente ce que les femmes appellent « l'affectation du devoir » et certaines littératures la « répartition sexuelle des tâches ménagères ». Ce décalage montre le caractère non universel des concepts et comment leur sens dépend largement du contexte et des acteurs. M'Chichi (2007 :123), en analysant la situation des femmes dans la politique au Maroc, arrive à la même conclusion en affirmant que la reconnaissance du droit de participation des femmes dans la vie politique ne résulte pas de l'application du principe d'égalité « au sens universel du terme » mais plutôt de la reconnaissance par les islamistes du « droit issu de la complémentarité des rôles »

À ce propos, Fatou Sow (2007 :58-59) nous met, cependant, en garde en nous rappelant que, s'il est vrai que « les différences entre hommes et femmes » ne se traduisent pas toujours en inégalités, « on ne peut pas nier l'évidence de toutes les formes d'inégalités et de discrimination liées au sexe... [ni ignorer que] l'égalité en terme de droit civique, même si elle se réfère à une expérience proprement occidentale, est un principe universel.» Et elle conclut : « la complémentarité des rôles entre hommes et femmes n'est pas égalité »

3.7. La revalorisation de soi ou le « pouvoir intérieur »

Au Cap Vert , « l'identité des femmes est souvent construite en référence à l'homme » (Grassi 2003:188). Il n'est donc pas étonnant qu'à côté de la prévention contre la précarité de leurs familles, les femmes ont dans la préservation de l'image de leur mari une des sources principales de l'estime de soi mais aussi un énorme frein à leur (les femmes) progrès en terme d'études et de formation professionnelle. En effet, à Achada Costa et Levada, nombreuses sont les femmes qui indiquent les raisons économiques et la peur du complexe d'infériorité de leur mari comme des raisons fondamentales pour ne pas avoir entamé auparavant des études secondaires ou bien une formation professionnelle dans le domaine de l'agriculture. Cependant, les hommes réagissent positivement à l'apprentissage d'un métier sur les chantiers (Faimo).

Un des messieurs que j'ai eu l'occasion d'interroger m'a interpellé en me demandant : « *Tu crois que madame telle gardera son mari quand elle terminera la formation au Centre de São Jorge ?* » Ce monsieur se référait à une des femmes leaders de l'Association dont le mari a un niveau d'éducation de 4^{ème} primaire. À ce propos, Moniz, directeur exécutif de la Plateforme des ONG témoigne :

« Je connais un cas d'une femme leader d'une association communautaire du développement, qui, avec beaucoup de sacrifices, a repris les études et a fait un effort considérable pour convaincre son mari que le dévouement pour les études c'est pour le bien-être de la famille. Aujourd'hui elle a terminé le secondaire et commence la formation d'infirmière. Elle est devenue ainsi le chef du ménage et a changé la nature du rapport qu'elle avait avec son époux » (Entretien avec Moniz)

Dans ces circonstances, la revalorisation de soi comme produit d'une meilleure estime de soi et d'un autre regard sur soi résulte quasi exclusivement des succès économiques, du maintien de la cohésion familiale et du contrôle de l'Association par la constitution d'un 'front' (non déclaré) de solidarité entre les femmes. Le prestige social inhérent à la notion « capable de tenir sa maison » conditionne pour beaucoup la forme et l'intensité des revendications et les luttes des femmes à Achada Costa et Levada. Ainsi, ce n'est pas un hasard si les femmes transfèrent certaines situations de conflits du foyer vers l'Association en évitant, de cette façon, une confrontation directe avec leur mari.

Il y a eu, cependant, un moment de 'virage' où certaines femmes (surtout les leaders) ont intériorisé les discours des ONG sur l'« empoderamento » et l'émancipation et ont pris des positions plus radicales sans devoir passer par la solidarité des membres de l'association. Elles font partie de celles qui « *ont une bonne maîtrise de leur mari* » (Angélica). La vérité c'est que derrière cette « maîtrise du mari », il y a une capacité créative et imaginative à jongler avec les exigences des ONG porteuses souvent des fonds (microcrédit) et l'aspiration de chaque femme à préserver sa maison. Ce souci à protéger la maison en gardant le mari relève d'un problème social (qui n'est pas spécifique à la société capverdienne) défini par l'idée, encore bien présente dans la société capverdienne, selon laquelle une femme doit avoir un homme à son côté si elle aspire à une certaine reconnaissance sociale (Grassi 2003:170).

C'est, en effet, le respect que la femme obtient en vertu (mais pas seulement) de la reconnaissance ci-dessus mentionnée qui va dissiper le doute chez la femme et, par conséquent, changer le regard qu'elle porte sur elle. Cette estime et cette image de soi sont tout aussi importantes que l'estime qui résulte de la réussite économique à travers le commerce.

3.8. Contrôler ses revenus et ses biens ou le « pouvoir de »

En liant l'empowerment des femmes à la lutte contre la pauvreté, les institutions capverdiennes (publiques et privées) postulent l'intégration sur le marché par le biais de microcrédit et de formation professionnelle comme la seule issue possible et comme un prérequis indispensable pour que les femmes puissent songer à un empowerment social et politique. Cette vision est proche de celle des principaux bailleurs de fonds qui conçoivent l'empowerment comme étant « la capacité de se prendre en charge [sans aucun souci de revendication], de changements des structures économiques et sociales » (Charlier 2006:73).

C'est selon cette lecture que les ONG ont ciblé leur programme de microcrédit et de formation sur les femmes. En effet, et à titre d'exemple, des 7224 crédits financiers octroyés par l'Organisation des Femmes du Cap Vert (OMCV) entre mars 2000 et février 2012 452 seulement ont été accordés aux hommes. Cette 'discrimination positive', selon le langage des ONG, c'est pour que les femmes puissent avoir un meilleur contrôle de leur revenu et s'assurer « un moyen de vivre, [d'] investir plus pour leur santé et éducation et de réduire la discrimination contre les femmes et les filles » (Duflo :2010) et ainsi contribuer à sortir sa famille de la pauvreté . Car il est acquis qu'au Cap Vert «la dynamique économique et affective du ménage, particulièrement le plus démuné, tourne autour de la femme » (UNICEF 2011:24).

Et, comme l'a signalé Vanilde (§2.4.3), la capacité à choisir dépend du contrôle que la femme a sur le revenu de ménage et, il faut donc, d'après les ONG, lui accorder cette possibilité à travers le financement des activités génératrices de revenus. L'idée sous-jacente à cette démarche c'est, tout d'abord, que toutes les femmes sont potentiellement entrepreneuses et, ensuite, que le succès des activités débouchera sur le changement des rapports de pouvoir et le bouleversement des situations de domination. Or, comme nous

le rappelle subtilement Ester Duflo (2010) « on n'a pas tous cet esprit latent d'entrepreneur qu'un produit financier bien fait débloquerait ». Et, concernant le pouvoir de décision, Duflo (2010) affirme que les études conduites par une équipe (dont elle faisait partie) en Inde et aux Philippines sur les bienfaits du microcrédit « ne démontrent pas l'impact sur la santé ou le pouvoir de décision des femmes ».

Dans le cas d'Achada Costa et de Levada, la conjugaison des effets revenus et des acquis au sein de l'association communautaire du développement ont abouti à une prise de conscience par les femmes qu'il est possible de rompre une relation malsaine et être capable de s'en sortir. C'est ce que Milú et Teresa traduisent par « on n'est pas la propriété des hommes ».

Dans ces circonstances, le revenu personnel, le titre de propriété (c'est ma maison disait Teresa) et, surtout, le soutien de l'Association donnent aux femmes de ces villages une capacité à prendre des décisions menant à un rééquilibrage de la « balance du pouvoir » au sein du ménage. Elles n'osent pas aller plus loin vu que « *bien tenir sa maison* » est omniprésent dans leurs discours et actions. C'est cette évolution de la capacité de la femme à lire et à évaluer une relation et oser, par la suite, prendre la décision de rupture ou non qui constitue, selon moi, un indicateur d'empowerment.

3.9. Participer aux actions collectives ou le « pouvoir avec »

Le travail sur le Chantier (Faimo) facilite les rencontres et les échanges entre les femmes et chacune d'elles prend conscience que, finalement, son problème n'est pas vraiment unique et que d'autres femmes font face aux mêmes défis et soucis. Ces échanges renforcent des liens d'amitié et, grâce à la complicité et à un effort collectif des villageoises, ouvrent la voie vers la création d'une association de paysan et la construction d'une route qui va mettre fin à l'isolement du Village d'Achada Costa.

Par conséquent, les femmes ont, dès lors, deux scènes sur lesquelles elles réfléchissent, le Chantier étant une sorte d'antichambre du débat qui aura lieu au sein de l'association des paysans. Elles prennent vite conscience du pouvoir que le système de prise de décision par le vote leur accorde et décident de proposer la transformation de l'Association des paysans en Association Communautaire du Développement englobant

les deux villages. L'Association devient ainsi l'espace privilégié où on discute tant les projets du développement que les problèmes rencontrés dans la vie conjugale. En effet, c'est dans l'association communautaire du développement qu' on parle désormais de la violence conjugale, du contrôle de fécondité, de la prévention contre le cancer de l'utérus, de la scolarité des enfants mais aussi du système d'irrigation, des infrastructures à construire etc. En conséquence, l'association communautaire du développement devient l'espace privilégié où les femmes agissent, en dehors de leur rôle domestique, comme des moteurs de transformation de la vie communautaire. C'est ce que Kabeer qualifie de « femme agent de transformation » (Kabeer 1999:27)

Ainsi commence la marche vers l'empowerment social et politique et la conscience qu'elles sont des actrices incontournables (et de ce fait courtisées par des ONG et les autorités communales) du processus de développement de leur villages. Et ceci, d'autant plus que tant les ONG que la Municipalité reconnaissent une certaine difficulté à traduire leurs projets dans un langage accessible à la population et qu'en conséquence, il faut passer par l'Association qui, comme l'a rappelé Idalina, possède un langage plus compréhensible par la population.

Cette prise de conscience montre, comme l'explique Charlier (2006 :63) que l'empowerment « dépasse [la notion] du bien-être et cherche à élever la conscience critique des femmes pour qu'elles dépassent leur subordination et deviennent pleinement actrice dans la société ». Et pour cela, argumente Magalie Saussey (2011 :114), les femmes n'ont pas nécessairement besoin d'accéder au marché pour pouvoir « participer au développement ». Autrement dit, dans le processus de changement qui conduit à un bouleversement du rapport de pouvoir homme/femme.

En effet, Saussey (2011) ne voit que dans l'espace collectif (association, organisation de femmes) l'endroit où les femmes peuvent développer les capacités indispensables à l'émergence d' « empowerment » conduisant à un contrôle effectif des ressources.

Sophie Charlier (2011 :181) nous met en garde contre ce déterminisme sous-jacent à la vision de Saussey car dans des espaces socio-économiques par exemple « les exigences du marché » ainsi que la pression des organisations sur ses membres conduisent « à l'exclusion de celles qui, pour diverses raisons, ne peuvent pas suivre le rythme » (Charlier : 2011 :182). Cette situation provoque, selon moi, ce que Charlier appelle « empoderamiento de la classe dirigente »

Dans l'Association communautaire du développement d'Achada Costa et de Levada le « gap » social entre les membres et les dirigeantes n'est pas encore visible même si celles-ci sont beaucoup plus courtisées que de simples membres par des politiciens. L'Association est surtout un espace de solidarité (mais aussi de querelles épisodiques) entre les femmes où, de façon intelligente, elles tirent avantage de la loi du nombre pour, au niveau communautaire, changer les relations de pouvoir homme/femme, et influencer la trajectoire du processus du développement de leurs villages et, au niveau du ménage, aider la femme à mieux se positionner dans le jeu du pouvoir avec son conjoint. Jusqu'à présent, l'Association communautaire du développement a été un espace qui brise la « chaîne » d'un « système de pouvoir qui maintenait les femmes à l'écart de la vie communautaire et les enfermait dans un rapport de subordination » (Eyben, Kabeer & Cornwall (2008 :7).

Ce comportement solidaire montre, comme le réclame le *local feminism*, que les villageoises ne sont pas des victimes passives et assujetties et qu'elles doivent plutôt être vues en fonction de leur contribution à surmonter les défis auxquels leur communauté fait face.

En effet, l'Association est devenue un espace où la femme trouve la force et les atouts (informations par exemple) pour, en termes du pouvoir au sein du foyer, changer la donne même si, dans son esprit, ce qui compte c'est l'empowerment de sa famille contre la précarité. Et, l'Association lui permet d'atteindre cet objectif par la formation, l'offre de l'emploi et des gestes de solidarité, en lui assurant une certaine sécurité pour la famille, voire même la libérer de la pauvreté. Dit différemment, l'Association permet aux femmes de concevoir leur village autrement et de réaliser ses aspirations en déplaçant progressivement et sagement les centres de décision communautaire de la main de l'homme vers celle de la femme. C'est l'empowerment dans le sens où Eyben, Kabeer & Cornwall (2008 :6) la définissent :

« Empowerment happens when individuals and organised groups are able to imagine their world differently and to realise that vision by changing the relations of power that have been keeping them in poverty. »

3.10. Discussion des hypothèses à partir de l'analyse des enquêtes de terrain

Pour réaliser ce travail, j'ai formulé, au départ, deux hypothèses à savoir que *les chantiers à haute intensité de main-d'œuvre furent déterminants tant dans l'« empowerment » que dans l'affirmation des femmes rurales et péri-urbaines de l'Île de Santiago et que le commerce rendu possible grâce à ces Chantiers a modifié le jeu du pouvoir au sein de la famille et a permis aux femmes d'avoir une reconnaissance dans leur communauté.* Le travail de terrain m'a révélé que, plus que l'apprentissage d'un métier et le revenu qu'il procure aux femmes, les Chantiers (Faimo) sont surtout le lieu où l'on discute de la vie communautaire et où émergent et se renforcent des liens d'amitié et de solidarité entre les femmes.

Le projet conçu, discuté et approuvé par les femmes sur les Chantiers, de concéder une parcelle de leur terrain agricole pour la construction d'une route et de convaincre les autres femmes du village d'adhérer à leur projet est un exemple paradigmatique du rôle des Chantiers en tant qu'espace de réflexion et de confrontation des idées entre les femmes. Cette mesure prouve qu'elles ont acquis une autonomie dans l'évaluation de leur situation impliquant une certaine capacité de jugement, de décision, de participation et d'encouragement à la participation dans la recherche de solutions aux problèmes collectifs.

Elle montre en outre que, bien avant les Chantiers et les microcrédits des Caritas et d'autres ONG, les femmes d'Achada Costa avaient une certaine forme de pouvoir : la capacité à lire avec clairvoyance leur situation et d'agir en conséquence. L'idée du « renforcement » ne suppose-elle pas l'existence d'un pouvoir si faible soit-il ?

Les Chantiers étaient donc l'endroit où se sont créées les conditions pour le déclenchement du processus d'empowerment individuel et collectif des femmes. En effet, c'est sur les Chantiers qu'est née l'idée de la création des espaces collectifs comme l'association des paysans ou l'association communautaire du développement et s'est dessiné le consensus avant les réunions de l'assemblée générale de l'Association communautaire du développement. En outre, bien avant que le concept de « genre » soit connu de la société capverdienne, Faimo a bouleversé les rapports entre les deux sexes ; tout d'abord en permettant aux femmes d'apprendre et de réaliser des tâches traditionnellement réservées aux hommes (maçonnerie, fabrication de gabions par

exemple) et, ensuite, par l'accès des femmes aux postes de contrôle et de direction comme celui d'auxiliaire de superviseur («Capataz»).

Pour être ainsi à la genèse du processus de l'« *empowerment* » économique (revenu=> élevage=> commerce), social et politique (apprentissage d'un métier, gestion de la vie communautaire), les Chantiers ont joué un rôle important dans l'acquisition et le développement des capacités de jugement, de contrôle des moyens économiques, de décision et d'influence sur les décisions collectives en facilitant la rencontre, le dialogue et le débat entre les femmes sur le lieu de travail. Les Chantiers fonctionnaient, en conséquence, comme une sorte d'antichambre des réunions de l'Association.

L'Association est un espace de pouvoir collectif de négociation, qui va se traduire par une participation effective des femmes dans le processus de développement de leur village, mais surtout une arène où les hommes et les femmes se confrontent pour décider de l'avenir de leur village. Étant un espace de querelles mais aussi de résolution de conflits, l'Association communautaire du développement d'Achada Costa et de Levada est la scène où les uns et les autres ont appris, par le vécu, l'importance du jeu démocratique et du vote. Les hommes, contestant souvent les décisions prises, réclament contre l'utilisation abusive du vote majoritaire par les femmes pour imposer leurs idées et leur vision des choses. « *Je fais partie de la direction mais ma voix ne compte pas parce que les femmes se concertent entre elles avant les réunions* » (Carlos).

La participation dans le débat au sein de l'Association concernant les priorités dans le village va « changer le regard que les femmes portaient sur elles-mêmes » (Kabeer 2005 :227) mais surtout changer la relation de pouvoir entre l'homme et la femme dans les deux villages.

Cependant, parmi les constats les plus marquants de ce travail de terrain, se trouve la pratique du « transfert » des situations de conflits potentiels au sein du foyer vers l'Association et le mouvement de solidarité entre les femmes que ce « transfert » occasionne. En effet, c'est dans les réunions de l'assemblée générale que les hommes découvrent, parfois, l'opinion et la prise de position de leurs épouses par rapport à certains sujets et ils s'ajustent, voire, changent d'habitude et de comportement en conséquence. Cette stratégie relève d'un savoir-vivre et d'un savoir-faire qui les

poussent à atteindre les objectifs individuels sans générer des conflits au sein du ménage.

Le revenu et la formation professionnelle obtenus sur le Chantier ne constituent en soi un renforcement de l'estime de soi et de l'auto-confiance que s'ils procurent à la famille une plus grande marge de sécurité contre l'indigence. Le degré de cette protection contre la précarité donne la mesure exacte de la dimension de la fierté de la femme à Achada Costa et Levada et, par conséquent, de la satisfaction et de la réalisation de soi.

Il est évident, comme je l'ai démontré tout au long de ce travail, que le sens donné à la « satisfaction et à la réalisation de soi » ne se réduit pas à la protection contre la pauvreté. Le fait que certaines femmes veulent, après 40 ans, reprendre les études secondaires et se battent pour le contrôle féminin de l'Association locale montre qu'un tel réductionnisme est plus que fallacieux. Ce qui me semble important de souligner c'est le poids et l'importance qu'une telle protection a et le sens qu'elle donne à « satisfaction et réalisation de soi » chez les femmes des villages observés.

Ce sont le respect et la reconnaissance sociale que l'«immunité» assurée par les femmes contre la précarité engendre qui expliquent cela. C'est qu'il y a une corrélation très forte entre cette réussite et le « statut » de femme qui « est capable de tenir sa maison ». Cette fonction protectrice que la société attend d'une femme conduit à une certaine déresponsabilisation des hommes (la fongibilité analysée au chapitre 3.5.1) et explique, au même titre que l'émigration, les raisons pour lesquelles, sur l'Île de Santiago du Cap Vert, ce sont les femmes qui sont chefs de ménage.

Le concept « *capable de tenir sa maison* » incorpore l'idée de préserver l'image de son mari et garder les enfants au foyer. Ce fait détermine la forme et l'intensité de la lutte des femmes et conditionne le processus de leur « *empowerment* ». Car, même en étant conscientes que l'image et la réputation de la famille sont celles de la mère, les femmes, surtout celles qui étudient, freinent leur élan et prennent des précautions pour que leurs parcours ne soient pas motifs de découragement et déclencheurs d'un processus d'infériorisation de leur conjoint ou compagnon.

Le commerce facilité par la construction de la route n'aboutit pas à la création d'une association de femmes micro entrepreneuses mais permet la rencontre, une certaine complicité et un partenariat avec les revendeuses de la capitale du pays. Les gains que

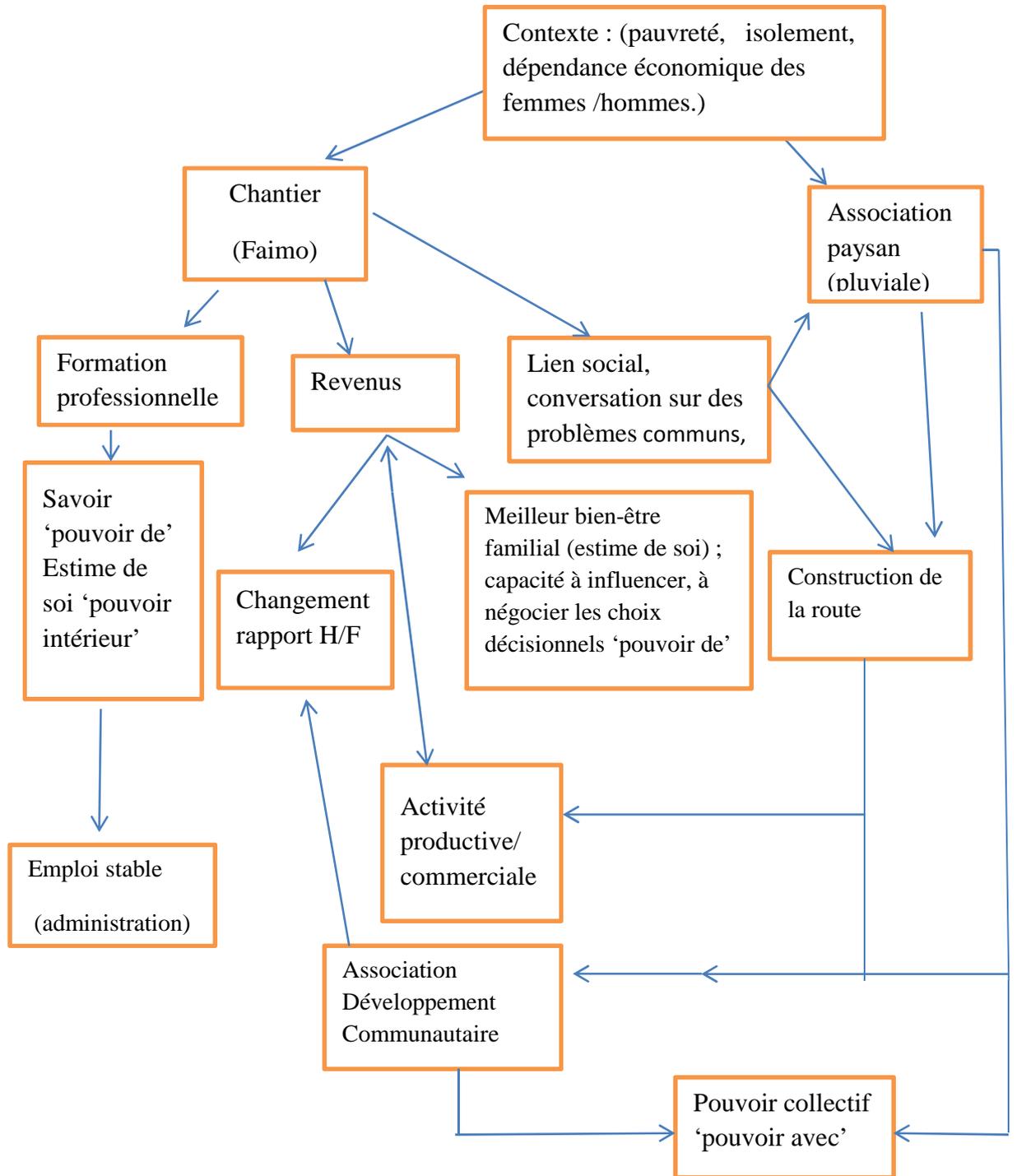
cette activité économique apportent aux femmes ainsi que toutes les autres formes d' « *empowerment* » ne sont pas perçus par les femmes comme un « empoderamento » individuel mais comme un renforcement du pouvoir de la famille contre le risque de la précarité et de la dette. Dans cette perspective, acquérir le pouvoir c'est surtout avoir la capacité de ne pas s'endetter auprès d'autres familles et d'éviter toute forme de dépendance vis-à-vis de son voisin.

Et, dans la mesure où l'activité commerciale pourvoie cette protection et indépendance et, de ce fait, une reconnaissance sociale, le commerce rendu possible et accessible par la route conduit ainsi, littéralement, à l' « *empowerment* » des femmes dans les Villages d'Achada Costa et Levada. Il ressort ainsi l'importance cruciale des Chantiers et de l'Association communautaire du développement dans le processus d' « *empowerment* » des femmes dans les villages étudiés. Autrement dit : les résultats obtenus via le travail de terrain et ici exposés sont en conformité avec les hypothèses formulées.

3.11 Le schéma causal

Je pars d'un contexte bien connu, à savoir pauvreté monétaire, isolement et dépendance accrue des femmes vis-à-vis des hommes, pour essayer de comprendre et de montrer, à partir de la situation sur les Chantiers (Faimo), dans quelle mesure ceux-ci ainsi que les activités commerciales qu'ils engendrent, grâce à l'accès au revenu et à la formation professionnelle, expliquent le cheminement qui débouche sur un processus d'*empowerment*, individuel et collectif, des villageoises d'Achada Costa et de Levada.

D'autres variables influencent le processus d'empowerment des filles et des femmes. Elles peuvent être négatives comme les facteurs culturels et religieux ou positive comme la réduction de la malnutrition et la réduction de l'abandon scolaire. Ces variables ne seront pas analysées en profondeur, en vertu des limites de recherche que je me suis imposées.



Conclusion Générale

Les concepts de « genre » et d'« empowerment » sont très récents au Cap Vert et étrangers ou inconnus aux femmes des villages d'Achada Costa et de Levada. Dans ces villages, la notion de « travail » coïncide avec celle d'avoir un « patron » et donc avec celle d'obtention d'un salaire. Il en résulte que le travail domestique - s'occuper des enfants, récolter du bois, s'approvisionner en eau, prendre soin des animaux, acheter et préparer les vêtements, préparer le repas etc.- est du ressort du devoir. Et, par conséquent, les notions même d'égalité et de répartition des tâches ne sont pas celles exposées dans la littérature. Être l'égal de l'autre signifie ne pas être contraint d'accomplir le devoir de l'autre. Comme nous le rappelle Isabel (voir 3.2) « il n'existe pas d'égalité entre homme et femme parce que maintenant c'est la femme qui nourrit la famille. »

Et pourtant, des inégalités sont visibles pour un regard extérieur. La réaction de la communauté face au manquement de l'un ou de l'autre est différente. En effet, quand la défaillance (par exemple, ne pas être en mesure d'assurer la survie de la famille) est imputable à l'homme, elle n'est pas autant censurée et dévalorisante que quand elle l'est à la femme. Il y a ici un souci à préserver l'image de l'homme dont le fondement se trouve dans la préoccupation de protéger la réputation de la famille. Car le statut de femme « *capable de tenir sa maison* » en dépend.

Selon Zenaida, dans ce cas, c'est la notion très locale de souillure sociale¹⁸ qui soutient cette différence de traitement. En effet, dans les villages d'Achada Costa et de Levada, il est inconcevable qu'un acte posé par un homme puisse dénigrer l'image de sa famille. Seuls les échecs des femmes face à leurs devoirs peuvent y conduire. Cette différence résulte du fait qu'au village, et pas seulement là, le prestige de la famille est celui de la mère.

En outre, la notion de « pouvoir » est fortement liée à la famille. Pour les villageoises, elle revêt donc une dimension collective. « *Ce n'est pas mon argent mais celui de ma famille...la formation ce n'est pas pour moi mais pour ma famille* » me disaient-elles. De ce fait, selon les villageoises, au sein de la famille, il n'y a pas eu, avant l'arrivée des ONG et d'autres institutions, des oppositions ouvertes homme/femme en terme de

¹⁸ Ce concept local n'a rien de religieux et ne porte pas atteinte à l'intégrité physique de la femme

« pouvoir ». Les conflits étaient résolus par les catéchistes ou par des personnes plus âgées du même lignage ou encore, de façon déguisée dans un espace collectif comme celui de l'Association communautaire du développement. De plus, le pouvoir est également mesuré en terme de capacité d'une famille à aider les autres à subvenir à leurs besoins, à résoudre un problème. Dans cette circonstance, le capital utile n'est pas nécessairement et exclusivement le bien accumulé mais l'information et la qualité de la relation et des liens à l'extérieur du village qui permettent de résoudre aussi bien les difficultés de subsistance de la famille qu'un simple souci administratif. C'est ici que se trouve la force des dirigeants des associations communautaire du développement puisque tout ceci se traduit par une capacité à mobiliser les autres femmes à s'organiser autour d'elles (les dirigeantes). « *Ces atouts des dirigeantes sont capitalisés auprès des politiciens* » (entretien avec Celina) et se traduisent souvent en gain pour la communauté.

Dans ce contexte où le « pouvoir » est éminemment lié au bien-être familial et perçu par les femmes dans une optique collective, dans quelle mesure le contrôle du revenu peut expliquer l'empowerment des femmes à Achada Costa et Levada ?

Le revenu obtenu par les femmes à travers les Chantiers (Faimo) et le commerce produit des effets non-attendus, comme la fongibilité dans l'application du rendement du mari. En effet, celui-ci retient pour sa consommation personnelle, une fraction de plus en plus élevée de son revenu chaque fois qu'une activité économique ou le travail à l'extérieur apporte un revenu aux femmes. Face à ce comportement, celles-ci optent, parfois, pour une séparation. Cette décision rompt avec une tradition qui veut que la femme soit patiente, « *konfortada* »¹⁹ et préservatrice de sa maison, comme le veut le statut traditionnel de « *femme capable de tenir sa maison* ». Une tradition qui limite la capacité revendicative des femmes quand il y a, par exemple, une répartition inégale du « devoir ».

D'ailleurs, une des questions qu'on peut se poser c'est pourquoi les villageoises ont réussi à donner un nouveau sens à la prise de parole en public -devant et avant leur mari- et ne « cherchent » pas à attribuer une nouvelle signification au concept « femme capable de tenir sa maison » pour rompre cet étai qui les enferme et, souvent, freine leur élan.

¹⁹ Capverdien, littéralement : qui se contente avec très peu

Les ONG présentes aux villages prônent pour un « *empoderamento* » économique comme leitmotiv pour d'autres formes d' « *empoderamento* » et sont conscientes qu'il faut aller plus loin dans le processus d' « *empowerment* » des femmes. « *Nous devons lutter pour une autre forme d'«empoderamento» puisque le pouvoir économique est insuffisant parce que c'est le pouvoir politique qui définit les règles du jeu. C'est pourquoi, je défends un «empoderamento» politique des femmes.* » (entretien avec la Présidente de l'OMCV).

Cependant, pour y parvenir, il faudra, avant tout, cesser de conditionner et de lier l'image de la famille à celle de la femme et , surtout, il faudra que cette image n'incorpore plus et ne dépende plus de « garder son mari à la maison », obligation/préalable qui freine la femme dans sa démarche pour un « empowerment » effectif.

Bibliographie

A. Littérature consultée

1. Charlier, S. (2006) *L'Economie Solidaire au féminin : quel apport spécifique pour l'empoderamiento des femmes ?* Thèse présentée en vue de l'obtention du grade de docteur en science sociales-Faculté des sciences économiques, sociales et politiques
2. Charlier S. (2006), « L'empowerment des femmes dans les organisations de commerce équitable : une proposition méthodologique », in Auroi C. et Yopez Del Castillo I. (sous la direction de), *Economie Solidaire et Commerce Equitable. Acteurs et Actrices d'Europe et d'Amérique latine*, UCL/ Presses Universitaires de Louvain, IUED, Genève, pp. 87-109.
3. Charlier, S.(2011) « Empoderamiento des femmes par l'économie populaire solidaire : participation et visibilité des femmes en Bolivie » in Isabelle Guérin , Madeleine Hersent et Laurent Fraisse (sous la direction de) *Femmes, économie et développement*, édition éres. pp. 155-184
4. Conselho Nacional da Família, (2011) « *Plano Nacional de Acção para a promoção e desenvolvimento da família cabo-verdiana 2011-2015* » Ministério da Juventude, Emprego e Desenvolvimento dos Recursos Humanos, p.91
5. Degrave, F. (2011), « La Pensée 'femme et développement ' Critique des fondements et pistes pour reconstruire un point de vue féministe croisé Nord/Sud » in Isabelle Guérin, Madeleine Hersent et Laurent Fraisse (sous la direction de) *Femmes, économie et développement*, éditions éres. pp. 63-84
6. Duflo, E.(2010) « Microcrédit : miracle ou désastre ? » in *Journal le Monde de 11/01/2010*
7. Ferreira, P. “Proempresa ou alternativa à AIMO” in *Voz Di Povo n°961 de 23 de juin 1990*
8. Grassi, M. (2003) “*Rabidantes: Comércio Espontâneo Transnacional em Cabo Verde*” Imprensa de Ciências Sociais e Spleen Edições, Lisboa Portugal
9. Kaber, N. (2003) “ Refléxions sur la mesure de l'”empowerment” des femmes” in Verschuur Christine et Feneke Reysoo (sous la direction de) *Genre, pouvoirs et justice sociale edition L'Harmatan. pp.253-273*

10. M'Chichi, H. (2007) « Les Marocaines en politique, entre islamistes et modernistes » in Thérèse Locoh (eds.) *Genre et Sociétés en Afrique : Implications pour le développement*. Paris, Cahiers de l'Ined. pp. 119-133
11. Léon, M. (2003) « Le renforcement du pouvoir des femmes et l'importance du rapport entre genre et propriété, » in Verschuur Christine et Feneke Reysoo (sous la direction de), *Genre, pouvoirs et justice sociale*, édition L'Harmattan pp. 29-36
12. Prévost, B (2011), « Le genre dans les nouvelles stratégies de lutte contre la pauvreté : de Sen à la Banque Mondiale » » in Isabelle Guérin, Madeleine Hersent et Laurent Fraisse (sous la direction de) *Femmes, économie et développement*, éditions éres. pp. 31-61
13. Saussey, M. (2011) « Initiatives féminines et économie sociale et solidaire dans la production du beurre de karité au Burkina Faso » in Isabelle Guérin, Madeleine Hersent et Laurent Fraisse (sous la direction de) *Femmes, économie et développement*, éditions éres. pp. 107-154
14. Sow, F.(2007) “L’Appropriation des études sur le genre en Afrique subsaharienne” in Thérèse Locoh (eds.) *Genre et Sociétés en Afrique : Implications pour le développement*, Paris, Cahiers de l'Ined. pp. 45-66
15. Voz Di Povo « Apoio » édition n° 90 de 23 avril de 1977, page 3
16. Voz Di Povo, ”Novo Programa de Emergência” édition de 5 novembre de 1977 page 6

B. Webographie

1. Eyben, R. Naila Kabeer & Andreia Cornwall, (2008) Conceptualising empowerment and the implications for pro poor growth, *Institute of Development Studies*. p.37 in <http://www.gsdrc.org/docs/open/SE8.pdf>
Consulté le 25 mai 2012.
2. Falkingham, J.et Baschieri, A. (2009) Gender and Poverty : How Misleading is the Unitary Model of Household; *Sage Journal* pp43-62 in <http://gsp.sagepub.com/content/9/1/43>
Consulté le 24 mai 2012
3. Instituto Nacional de Estatísticas “Recenseamento Geral da População” (2010) in <http://www.ine.cv/censo/censo2010.aspx>
Consulté le 21 juin 2012

4. Kabeer, N. (2003) "Gender Equality, Poverty Eradication and the Millennium Development Goals: Promoting Women's Capabilities and Participation", *Gender and Development, Discussion paper series n°13, Economic and Social Commission for Asia and the Pacific*. p.26 in <http://www.google.be/search?q=%22%2C%20AB%20Gender%20Equality%20CPoverty%20Eradication%20and%20the%20Millennium%20Development%20Goals%3A%20Promoting%20Women%E2%80%99s%20Capabilities%20and%20Participation%E2%80%9D&ie=utf-8&oe=utf-8&aq=t&rls=org.mozilla:fr:official&client=firefox-a&source=hp&channel=np>
Consulté le 14 mai 2012
5. Kabeer, N (2005) *Intégration de la Dimension Genre à la lutte contre la pauvreté et objectifs du millénaire pour le développement* édition : Les Presses de l'Université Laval l'Harmattan Centre de recherches pour le développement international
In <http://idl-bnc.idrc.ca/dspace/bitstream/10625/32192/26/121679.pdf>
Consulté le 14 mai 2012
6. Kabeer, N. (2005) "Gender Equality and Women's Empowerment: A Critical analysis of the Third Millennium Development Goals ", *Gender and Development, Vol. 13, No.1 Millennium Development Goals*, pp.13-24 in <http://idl-bnc.idrc.ca/dspace/bitstream/10625/32192/26/121679.pdf>
Consulté le 16 mai 2012
7. Kabeer, N. (1999) "The Conditions and Consequences of Choice: Reflexions on the Measurement of Woman Empowerment", *UNRISD Discussion Paper n°108*, p.50 in [http://www.unrisd.org/unrisd/website/document.nsf/ab82a6805797760f80256b4f005da1ab/31eef181bec398a380256b67005b720a/\\$FILE/dp108.pdf](http://www.unrisd.org/unrisd/website/document.nsf/ab82a6805797760f80256b4f005da1ab/31eef181bec398a380256b67005b720a/$FILE/dp108.pdf)
Consulté le 16 mai 2012
8. Ministério das Finanças (2011) "Cabo Verde Constrangimentos ao Crescimento, à Transformação e à Redução da Pobreza " in <http://www.google.be/search?q=%22Cabo%20Verde%20Constrangimentos%20ao%20Crescimento%2C%20%20%20%20Transforma%C3%A7%C3%A3o%20e%20%20%20%20Redu%C3%A7%C3%A3o%20da%20Pobreza%22%20&ie=utf-8&oe=utf-8&aq=t&rls=org.mozilla:fr:official&client=firefox-a&source=hp&channel=np>. Consulté le 20 juin 2012
9. Sharma, A. (2008) *Logics of empowerment: Development, Gender, and Governance in neoliberal India*, University of Minnesota Press, 22 octobre 2008, p. 296
http://books.google.be/books?id=wzLYphswsbsC&pg=PA4&lpg=PA4&dq=%22empowerment+selon+Ester+Boserup%22&source=bl&ots=xBZ0XC3TzW&sig=13WjAmACLh6zJjy828p_uIhUmSk&hl=fr&sa=X&ei=0TmZT_bQH86t8QORvei-Bg&ved=0CCcQ6AEwAQ#v=onepage&q=%22empowerment%20selon%20Ester%20Boserup%22&f=false. Consulté le 16 mai 2012

ANNEXES

Questionnaire destiné aux ONG et à l'Institut d'Égalité et Équité de Genre

1. Qui êtes-vous ? Quelles sont vos activités ?

2. Le thème du genre est-il intégré dans vos activités ? Si oui, expliquez et donnez un exemple

3. Qu'est-ce que signifie pour votre ONG la notion de genre et d'empowerment ?

4. Pour vous, quelles sont les trois principaux et plus emblématiques succès des femmes ?

5. Dans ce processus d'empoderamento des femmes quelles sont les trois principales priorités pour les femmes au Cap Vert ?

- a)-----
b)-----
c)-----

6. Quelles sont les difficultés que vous avez rencontrées pour travailler l'aspect empowerment ?

7. Comment les populations reçoivent votre travail par rapport au genre dans notre société ?

8. Quelles sont les stratégies que vous développez pour travailler avec les femmes et les hommes les rapports de genre et d'empowerment ?

9. Dans quelle mesure votre Plan d'Action permet de réaliser les objectifs signalés dans le point précédent ?

10. Dans le contexte capverdien, pensez-vous que l'empoderamento par la voie économique est le plus sûr ou doit-elle être conjuguée avec d'autres facteurs ?

11. Comment envisager les autres dimensions de l'empowerment avec les femmes et les hommes de terrain (politique, social)

12. La construction des routes (estrada) fut la première occasion pour les femmes rurales d'avoir un revenu en dehors du foyer.

Pensez-vous que ce fait a contribué à un changement du rapport homme/femme dans le milieu rural et péri-urbain ? Quels sont ces changements ?

- a) -----
- b) -----
- c) -----

13. Quel est selon vous l'impact de la route ? -----

14. Y a-t-il des associations locales qui travaillent sur le même sujet dans la zone ? Si non pourquoi ? Avec qui travaillez-vous ? -----

15. Comment les associations locales de promotion des femmes s'intègrent-elles et sont prises en compte dans vos activités, dans vos projets et votre Plan Stratégique ?

16. Quel genre d'assistance ou soutien les associations ont-elles le plus besoin ?

17. Pouvez-vous indiquer des cas où vous avez été déterminantes dans le choix et définition des priorités des associations et ou des communautés villageoises ?

18. Pouvez-vous observer des transformations dans les rapports de genre au sein des familles, des villages et de la société en général ? Quels sont selon vous les facteurs favorables à l'égalité ou défavorables ?

19. A long terme, comment voyez-vous l'évolution de ces rapports de genre ? Et l'empowerment des femmes, s'il existe va-t-il se maintenir ou reste-t-il fragile ?

Questionnaire destiné aux hommes membres des associations communautaires

1. Contrairement à un passé récent, actuellement, dans plusieurs villages, les femmes participent et souvent dirigent les associations de développement communautaire. Comment expliqueriez-vous cela ?

2. Mais tout n'était pas paisible. Il y a eu des conflits, des résistances de la part des hommes et parfois même des femmes. Quels étaient les raisons avancées et ou remarques faites contre la nomination d'une femme à la tête d'une association/coopérative ?

3. Et vous, vous pensez quoi de tout cela ?

4. Depuis que les femmes font partie de la direction de l'association/coopérative, il y a eu probablement des changements. Quelles sont les changements apportés par la gestion des femmes des associations/coopératives ?

5. Dans certains cas les femmes sont majoritaires. Comment prend-t-on la décision au sein de la communauté/coopérative ?

6. Accepteriez-vous une décision prise par une assemblée majoritairement constituée par des femmes ?

7. L'engagement au sein d'une association/coopérative implique que la femme aura moins de temps pour les tâches domestiques. Dans ce cas, accepteriez-vous de remplacer/aider votre épouse dans la réalisation des tâches ménagères ?

8. Quelles sont les tâches habituellement accomplis par les femmes que, dans ce cas, vous n'accepteriez pas d'accomplir ?

9. Pourquoi ?

10. Que pensez-vous de la question d'égalité entre l'homme et la femme ?

Grille d'entretien destinée aux femmes

1. Qui êtes-vous ?
2. Combien d'enfants avez-vous ?
3. Combien de personnes vivent sous votre toit ?
4. Quand vous avez commencé à travailler dans les chantiers, vous aviez quel âge ?
5. Combien d'années avez-vous travaillé dans les chantiers ?
6. Vous faisiez quoi ? Et vous gagniez combien par jour ?
7. Vos parents étaient-ils des agriculteurs ? Ont-ils travaillé sur les chantiers ?
8. Quel âge aviez-vous quand vous avez arrêté l'école primaire ?
9. Les chantiers sont souvent fermés pendant la période de la pluie. Que faites-vous à ce moment-là ?
10. Aujourd'hui, il y a des voix qui s'élèvent pour dire que les chantiers sont des oreillers de paresse. Qu'avez-vous à dire à ceux qui attaquent les chantiers ?
11. Mais aujourd'hui vous êtes indépendante. Pourquoi avez-vous décidé de vous installer à votre propre compte ?
12. Et vous produisez/commercialisez quoi ?
13. Et vous les vendez où ?
14. Maintenant que vous êtes indépendante. Qu'est-ce qui a changé dans votre vie ?
15. D'où provinrent les ressources financières pour démarrer votre activité ?
16. Êtes-vous membre de l'association/coopérative ? Quelle est votre fonction au sein de l'association/coopérative ?
17. Les activités au sein de l'association/coopérative vous laissent moins de temps pour les affaires domestiques. Dans ce cas, avez-vous quelqu'un pour vous aider ?

18. Les activités en dehors de la maison peuvent engendrer des conflits avec l'époux.
Comment vous faites pour éviter ce genre de problèmes ?

19. Comment vous faites pour gérer les situations conflictuelles homme/femme au sein de l'association/coopérative

Des Images Illustratives

Figure 1 L'élevage est une sorte d'épargne



Figure 2 Le résultat de la vente des produits agricoles en ville est réinvesti dans l'achat des biens d'importation revendus aux villages



Figure 3 Une habitante de Levada au moment de pesage de ses produits. Cette activité tisse des liens entre les deux femmes et génère de la complicité entre elles.



Figure 4 La récolte du bois ou l'approvisionnement en eau est du ressort du "devoir" et, de ce fait, n'est pas considéré un "travail"



